

LUTTE ANTITERRORISTE DANS LE SAHEL

LE PRINTEMPS ARABE REDONNE DES COU-



NIAMEY APPORTE SA CONTRIBUTION

page 4

LES ÉLECTIONS EN POINT DE MIRE

page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 1426 Lundi 21 novembre 2011 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com



DOUANES ALGÉRIENNES

Hausse des importations de blé en 2011

Page 6

ALORS QUE LA PRESSION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'ACCENTUE

LA SYRIE S'EMBRASE



Lire en page 3

VISITE DE RACHED GHENNOUCHI À ALGER



Le leader d'Ennahda tente de rassurer

Lire en page 4

Repères

10.000

personnes ont été évacuées dans l'Etat du Nevada, à l'ouest des Etats-Unis, en raison d'un important incendie dans la ville de Reno. Une zone de 810 hectares était la proie des flammes dans le sud-ouest de Reno, une ville de 225.000 habitants.

210

millions d'euros de pertes annuelles ont été enregistrés par Manchester City. Cette perte « record » dans l'histoire du football en Angleterre, qui a dépassé de loin celle enregistrée par Chelsea en 2005 (141 millions de livres), est due principalement à l'achat de nouveaux joueurs, soit 156 millions de livres, et aux salaires.

14

ouvriers ont péri et cinq autres ont été blessés lors d'une explosion survenue samedi dans une usine chimique dans la province du Shandong, à l'Est de la Chine. L'explosion s'est produite dans une usine fabriquant la mélamine dans la ville de Xintai quand des ouvriers travaillaient pour l'entretien et la réparation d'un condenseur.

Plafonnement du montant de retrait à 40.000 DA



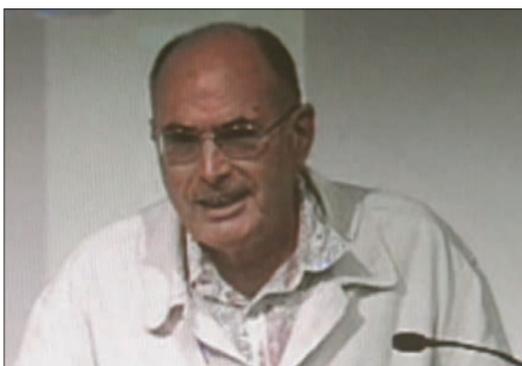
Le montant des retraits de liquidité au niveau des bureaux de Poste a été plafonné à 40.000DA par opération durant la semaine comprise entre les 20 et 27 novembre 2011. «Compte tenu du dérèglement du calendrier des virements de salaires induit par la période de l'Aïd El-Adha, nous enregistrons, pour la semaine du 20 au 27 novembre 2011, un nombre exceptionnel de virements de salaires», précise Algérie Poste dans un communiqué. «Considérant la très forte demande en liquidité qui en découlera, Algérie Poste sera contrainte de plafonner provisoirement, et à titre exceptionnel, le montant des retraits à 40.000 DA par opération durant la période comprise entre les 20 et 27 novembre 2011», explique la même source. Algérie Poste rassure, toutefois, que « tout client se trouvant dans un besoin pressant et indispensable peut solliciter auprès du chef d'établissement la délivrance d'un chèque certifié jusqu'à concurrence de son avoir au profit du bénéficiaire qu'il aura désigné ».

Bus Etusa, station Hai El-Badr sans indications

Les usagers du métro, et ils sont nombreux, en sortant de la station Hai El Badr, peuvent, s'ils le veulent, prendre le bus pour se rendre vers une destination pas encore desservie par le métro. Une belle station Etusa les attend avec des Abribus sans repère de destination. Certes, un bureau d'information flambant neuf trône au beau milieu pour les abonnements et l'achat des tickets, mais les usagers sont désemparés devant le non-affichage des destinations d'autant plus que les bus ne respectent pas leur emplacement, tantôt à un endroit, tantôt à un autre. Dommage qu'il manque toujours cinq centimes pour faire un dinar.



Un manuel d'Histoire franco-algérien relève-t-il de l'impossible ?



L'historien français Gilbert Meynier, en visite à Alger, a plaidé, lors de la présentation de son livre «Pour une Histoire franco-algérienne» samedi dernier à Alger, pour un manuel d'Histoire "commun" et "concerté" élaboré par des historiens d'Algérie et de France, "indépendants" des "pressions officielles" et des "lobbies de la mémoire". Pour l'historien, ce manuel d'Histoire doit être le fruit d'une collaboration intellectuelle et d'"échanges libres" entre historiens des deux pays partageant la même Histoire. M. Meynier a expliqué que ledit manuel sera destiné aux écoles et universités. Il a précisé, entre autres, qu'il ne s'agissait pas d'un livre d'Histoire, mais plutôt d'un livre pour l'Histoire qui se veut un premier jalon posé par des chercheurs algériens et français pour écrire ensemble l'Histoire franco-algérienne.

Dixit



Mohamed Bazoum,
ministre des Affaires étrangères, de la Coopération
et des Nigériens à l'étranger :

« Nous avons, me semble-t-il, jusqu'ici, créé les facteurs institutionnels indispensables à la mise en œuvre d'une démarche commune pour faire face aux problèmes de sécurité. Il nous reste, et c'est important, à faire en sorte que notre état-major militaire commun soit opérationnel (...). Il faut faire en sorte que ces institutions que nous avons créées et qui ont vocation à faire face à l'insécurité soient effectivement fonctionnelles. »

110 personnes condamnées à Milan



Cent dix personnes ont été condamnées samedi soir à des peines allant jusqu'à 16 ans de prison dans le cadre d'un maxi procès à Milan, dans le nord de l'Italie, dans lequel 119 personnes étaient accusées d'appartenir à la mafia calabraise, la Ndrangheta, a rapporté l'agence Ansa. Les peines les plus lourdes ont été infligées à deux chefs de familles mafieuses œuvrant dans la région de Milan, Alessandro Manno, condamné à 16 ans de réclusion, et Cosimo Barranca, condamné à 14 ans. Pasquale Zappia, considéré comme le chef suprême de la Ndrangheta dans la région de Milan, a été condamné à 12 ans de prison et il a eu un malaise à l'énoncé du verdict puis a été évacué par ambulance, précise l'agence. Ce procès fait suite à une opération de grande envergure, la plus importante des 15 dernières années, que la police italienne a mené contre la Ndrangheta en juillet 2010 lorsqu'elle a arrêté plus de 250 personnes sur tout le territoire national, dont Domenico Oppedisano, 80 ans à l'époque, considéré comme le numéro un de la mafia calabraise.

Des mots interdits



Au Pakistan, on ne rigole pas avec les messages grossiers. L'autorité pakistanaise des télécommunications (PTA) a fait interdire environ 1.500 mots qualifiés d'"odieux" ou de "choquants", note une correspondante du Guardian, cité par *Le Monde*.

L'affaire est très sérieuse. PTA a adressé un courrier aux opérateurs pakistanais : ceux-ci doivent mettre en place cette censure d'ici une semaine et envoyer à l'autorité un rapport mensuel des SMS bloqués

Pour justifier cette censure, le gouvernement précise que la Constitution garantit une liberté d'expression qui n'est pas sans limite : certains utilisateurs se seraient plaints de recevoir des SMS grossiers. Pour l'instant, le système ne semble pas encore fonctionner à 100%, note tout de même le *Guardian*.

ALORS QUE LA PRESSION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'ACCENTUE

La Syrie s'embrase

Peu à peu la crise syrienne ressemble au scénario de la crise libyenne à ses débuts. Une opposition qui se manifeste, la défection des militaires qui se joignent à la formation d'un Conseil national, qui après six mois s'organise pour ensuite être reconnu par la communauté internationale en tant que « légitime interlocuteur ».

PAR MASSINISSA BENLAKEHAL

S'ensuit la carte d'un scénario de crise qui s'enlise et prend de l'ampleur. Face à toute cette armada d'opposants et de pays qui s'indignent et appellent à des mesures strictes contre le régime en place, le président Bachar al-Assad, a affirmé que « son pays ne s'inclinera pas devant une intervention des forces étrangères », a rapporté dimanche l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*. Se disant « tout à fait » prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères, Bachar al-Assad affirme dans un entretien publié par cet hebdomadaire britannique qu'il ressent du chagrin à chaque goutte de sang versée dans son pays, mais que son régime doit faire respecter la loi face à des bandes armées. « Le conflit continuera et la pression pour assujettir la Syrie continuera », a-t-il déclaré avant d'ajouter que : « La Syrie ne s'inclinera pas ». « Une intervention militaire déstabilisera la région entière et tous les pays seront touchés », a-t-il mis en garde. Hier matin, un des sièges du parti Baath au pouvoir a été la cible de tirs de roquettes à Damas, ont rapporté des médias. Il s'agit là de la première attaque des

opposants, perpétré, dans la capitale depuis le début du soulèvement populaire à la mi-mars dernier. « La place où est situé le siège local du parti Baath a été bouclée par la police », selon un témoin, cité par des agences de presse, qui soulignent que l'attaque en question « s'est produite juste avant l'aube et le bâtiment était pratiquement vide ». Le dernier bilan, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), fait état d'au moins dix-sept (17) personnes mortes samedi dernier dans le pays, dont 11 civils, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum de la Ligue arabe sommant le régime syrien de mettre fin aux violences. Parallèlement, quatre agents des services de renseignement ont été tués par des soldats dissidents, dans le centre du pays, toujours selon l'OSDH.

« Des déserteurs ont tiré à la mitrailleuse sur un véhicule qui transportait quatre membres des services de renseignements de l'armée de l'air près du village de Al-Moukhtara sur la route reliant Salmiyeh-Homs, tuant tous les occupants », a déclaré à la presse le président de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Selon un récent communiqué de l'Onu, plus de 3.500 civils ont été tués en Syrie depuis le début des manifestations à la mi-mars dernier. Pour sa part, Damas, qui

MANIFESTATIONS HOSTILES AU POUVOIR

Poursuite des heurts en égypte

PAR LAKHDARI BRAHIM

Les manifestations hostiles au pouvoir militaire en Egypte se poursuivaient, hier, au Caire ainsi que dans d'autres villes, où des heurts opposaient des protestataires aux forces anti-émeutes, au lendemain de violences similaires qui ont fait deux morts, à quelques jours des premières élections législatives.

Depuis les premières heures du matin, des centaines de manifestants occupaient la place Al-Tahrir au Caire, au moment où des heurts sporadiques opposaient la police à des manifestants aux abords du ministère de l'Intérieur situé à proximité de l'emblématique place. Pour disperser les manifestants, les forces de la police anti-émeutes tiraient régulièrement des gaz lacrymogènes, tandis que des dizaines de protestataires dressaient des barricades aux abords du bâtiment ministériel, selon les médias.

Souffrant d'intoxications au gaz lacrymogène et blessés par des balles en caoutchouc ou des plombs de chasse, certains manifestants étaient soignés dans des hôpitaux improvisés dans les mosquées aux abords de la place Al-Tahrir, épice de la contestation en Egypte. Des groupes de manifestants scandaient des slogans en faveur du transfert du pouvoir aux civils et réclamant la chute du maréchal Hussein Tantaoui, à la tête du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis le départ du président Hosni Moubarak, chassé par une révolte populaire en février dernier. « A bas Tantaoui », scandaient-ils. Toujours sur la place Al-Tahrir, de nombreux manifestants brandissaient des grenades lacrymogènes et des balles de fusils de chasse, alors que d'autres balayaient la place jonchée de débris calcinés. Les appels à la "retenue" et à la "raison" lancés par le gouvernement n'ont pas apaisé la tension. Celle-ci a néanmoins gagné d'autres villes du pays depuis samedi

soir. Des rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes, notamment à Assouan (sud), Alexandrie et Suez, sur la mer Rouge, où dix personnes, dont sept manifestants, ont été blessés. Des affrontements survenus lors de manifestations dans la nuit de samedi à dimanche ont fait deux morts et des centaines de blessés au Caire et à Alexandrie, selon les médias, qui citent des responsables de la Santé. Vendredi également, des milliers d'Egyptiens étaient rassemblés sur la place Al-Tahrir au Caire pour protester contre un projet de nouvelle Constitution proposé début novembre par le vice-Premier ministre Ali El-Selmi chargé de la transition démocratique dans le pays. Ces manifestations émaillées de violence interviennent à moins de dix jours seulement des élections législatives du 28 novembre en cours, les premières depuis la chute du régime de Moubarak. Propos d'un possible report de ce scrutin réclamé par certaines parties, un membre du CSFA, le général Mohsen El-Fangari, a assuré que les élections se tiendraient comme prévu et que les autorités étaient en mesure d'assurer la sécurité. Plusieurs personnalités politiques et intellectuels, dont Mohamed El-Baradei, l'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ont publié un document demandant un délai supplémentaire pour ces élections, dans le cadre d'une révision du calendrier politique du pays. Pour calmer les esprits, le gouvernement a appelé à la "raison", soulignant la gravité des événements que connaît le pays. « Ce qui se passe est dangereux et a un impact direct sur la marche du pays et de la révolution », a affirmé le gouvernement dans un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche. Le gouvernement a dit examiner actuellement « les circonstances (dans lesquelles se sont déroulés) les événements » qui « seront exposées dans la transparence et la clarté au peuple dans les jours à venir », selon le texte.

L. B.



Un quotidien fait de violence et d'incertitudes.

continue de faire fi des appels internationaux à la retenue, attribue ces violences à des « gangs armés qui cherchent à déstabiliser le pays », dénonçant « un complot étranger » contre la Syrie.

Dans l'espoir, vraisemblablement vain, de discréditer l'opposition, le régime syrien multiplie les contre-manifestations de soutien où les pro-Bachar se regroupent par milliers en soutien à leur leader. Sur le plan international, le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, s'entretiendra, aujourd'hui à Londres, avec des représentants de la rébellion syrienne du Conseil national syrien (CNS), a indiqué vendredi un porte-parole du Foreign Office. La Turquie, de son côté, hausse le ton contre le dirigeant

syrien et laisse, désormais, entendre qu'elle pourrait être amenée à intervenir militairement en Syrie. La Ligue arabe a, quant à elle, annoncé dimanche, dans un communiqué, son rejet des amendements demandés par Damas, concernant l'envoi en Syrie d'une délégation de 500 observateurs, en réponse à la lettre envoyée par le ministère syrien des Affaires étrangères pour réclamer des modifications au projet.

Ces modifications « changeraient radicalement la nature de la mission, qui consiste à superviser la mise en œuvre du plan arabe pour mettre fin à la crise en Syrie et protéger les civils syriens », a indiqué le communiqué de l'institution panarabe.

M. B.

SOUS LA PLUME

Scénario à la «libyenne»

PAR SORAYA HAKIM

Les révolutions arabes pour certains se suivent et se ressemblent. C'est au tour de la Syrie de faire face à une contestation populaire en marche depuis plus de six mois. Le peuple exaspéré par la corruption, le clientélisme, les atteintes aux droits de l'Homme et les libertés confisquées demande le départ du dirigeant syrien Bachar

Assad intrônisé par référendum en 2000. Aux appels du peuple répond une répression sanglante. Les morts se comptent par milliers. La communauté internationale

en premier chef la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis haussent le ton. Des sanctions économiques par l'UE sont prises. Un scénario à la «libyenne». A l'exception près, la Ligue arabe, à la surprise de tous, a fait une belle sortie médiatique en suspendant la Syrie et en donnant un ultimatum de trois jours pour que cessent les violences. Assad restera ferme tout en proposant quelques réformes mais, parallèlement, il continuera à tirer, « maintien de l'ordre oblige », tout en prétendant avoir la larme à l'œil

pour chaque goutte de sang versé. Aujourd'hui, la Syrie est sous les feux de la Ligue arabe qui s'active pour trouver une solution à la crise, et le Qatar est en pole position dans l'offensive contre Damas. Il s'est imposé sur la scène arabe supplantant ainsi l'Egypte occupée par sa révolution de la place Tahrir. Le Conseil national syrien, tout comme

précédemment le Conseil national de transition libyen, multiplie les appels auprès de l'opinion internationale sur laquelle il s'appuiera. Mais Bachar al-Assad est un os, un os

dur. Et il l'a fait savoir dans une interview qu'il a accordée au journal britannique le *Sunday Times* dans laquelle il dit que « la Syrie ne s'inclinera pas et qu'elle continuera à résister aux pressions dont elle fait l'objet ». Il enfonce le clou en menaçant l'Occident quant à une possible intervention étrangère qui embraserait la région. Patriote, Assad pour sûr l'est. Il est prêt à mourir pour affronter les forces étrangères dans son pays. Du déjà entendu. Vous avez dit scénario à la libyenne ?

S. H.

VISITE DE RACHED GHENNOUCHI À ALGER

Le leader d'Ennahda tente de rassurer

Programme chargé pour le leader islamiste, à Alger, qui en est à son deuxième jour. Présidence de la République, Conseil de la nation, le FLN et le MSP étaient au menu de son programme d'hier. Il reste que pour l'APN et le RND, rien n'a filtré des intentions de Ghannouchi.

PAR SADEK BELHOUCINE

Le chef du parti islamiste tunisien Ennahda, Rached Ghannouchi, a entamé, samedi, une visite de trois jours à Alger. Rached Ghannouchi dont le parti a remporté, avec 89 sièges sur les 217, les élections à l'Assemblée constituante du 23 octobre, effectue sa première visite officielle à l'étranger. Sa visite dans la capitale algérienne durera trois jours, selon des sources diplomatiques. Aucun agenda de cette visite n'a été rendu public. Il est prévu, selon certaines sources, qu'il dînera (hier) avec le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Les entretiens qu'aura le chef de l'Etat avec le leader d'Ennahda porteront, sans nul doute, sur les relations algéro-tunisiennes à la lumière des grands bouleversements survenus en Tunisie. Les élections du 23 octobre dernier ont tracé le nouveau paysage politique en Tunisie. Après les élections du 23 octobre, quel chemin va emprunter la Tunisie ? Vers quel modèle ou projet de société se dirige ce pays frontalier de l'Algérie ? Cette question cruciale sera tranchée lors des prochains mois et



Rached Ghannouchi, chef du parti tunisien Ennahda.

scelleront l'avenir tunisien. Et il semble que l'invitation lancée au premier responsable du parti Ennahda vise à répondre au souci des autorités algériennes à connaître les intentions des nouveaux maîtres de la Tunisie. Une rencontre qui vient à point nommé après celle qui a réuni le chef de l'Etat avec Mustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition (Cnt) libyen à Doha. Autre pays qui a connu des bouleversements importants et qui risquent d'induire des effets néfastes sur toute la région. Dès son arrivée, samedi, à Alger, Rached Ghannouchi, a mis en exergue l'importance de la concertation pour l'intérêt de l'Algérie et de la Tunisie et la région en général, soulignant que sa visite «intervient dans un contexte marqué par des

changements très importants en Tunisie». Il a déclaré que «nous sommes honorés de faire cette visite au moment où nous nous apprêtons à consacrer l'une des victoires de la Révolution du 14 janvier 2011 qui consiste en la tenue de la première session de l'Assemblée constituante». Selon lui, les relations entre les deux pays sont «bonnes» et que les deux parties aspiraient à les hisser à un niveau encore meilleur. Le leader du parti Ennahda a été reçu, hier matin, par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah. Le communiqué du Conseil de la nation qui fait état de cette rencontre ne donne aucune précision sur les entretiens qu'ont eus les deux personnalités. Le chef d'Ennahda s'est rendu, également hier matin, au siège du FLN où

il s'est entretenu avec le secrétaire général du vieux parti, Abdelaziz Belkhadem. Rached Ghannouchi qui effectue une visite de trois jours à Alger, la seconde depuis la chute de Ben Ali, rencontrera pour la seconde fois aussi, Abdelaziz Belkhadem. La dernière visite du patron d'Ennahda date du mois d'août. Il était venu assister aux obsèques d'Abdelhamid Chibane (ancien ministre des Affaires religieuses), et avait alors rendu visite au patron du Front de libération nationale. L'après-midi, il était attendu au siège du MSP où il aura des entretiens avec le leader du MSP, Bouguerra Soltani. Les deux leaders des partis islamistes évoqueront sans nul doute la victoire d'Ennahda en Tunisie et il serait peut-être question de tenter l'expérience en Algérie. Cette tournée des sièges des partis de l'alliance présidentielle n'est pas complète. Il n'a pas encore rencontré son secrétaire général qui se trouve être Ahmed Ouyahia. Cette rencontre n'est pas annoncée. Et si elle devait avoir lieu, il serait intéressant de savoir sous quelle casquette, Ahmed Ouyahia recevra Rachid Ghannouchi. Celle de Premier ministre ou celle de secrétaire général du RND. A l'opposé des leaders du FLN et du MSP qui ont certaines affinités avec la politique que prône Ennahda, la politique du RND diverge sensiblement de celle d'Ennahda de Rached Ghannouchi. Si Ahmed Ouyahia ne rencontre pas Rached Ghannouchi, leader d'Ennahda, il aura la possibilité de rencontrer un autre leader d'Ennahda, mais ce sera en tant que Premier ministre. Il rencontrera son homologue tunisien qui sera vraisemblablement Hamadi Jebaili, dont on annonce que la première visite à l'étranger sera à Alger.

S. B

LUTTE ANTITERRORISTE DANS LE SAHEL

Niamey apporte sa contribution

PAR MOKRANE CHEBBINE

Le Niger semble adhérer pleinement à la démarche algérienne de renforcer les mécanismes de lutte contre le terrorisme dans la sous-région du Sahel. La visite du chef de la diplomatie de ce pays en Algérie a permis de réitérer son engagement à souscrire aux efforts consentis pour le renforcement de la coopération sécuritaire entre les pays du "champ", dont l'Algérie est un acteur principal. Les pays du champ (Algérie, Niger, Mali, Mauritanie) ont réussi à créer les facteurs institutionnels pour faire face aux problèmes de sécurité dans la région du Sahel, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger, Mohamed Bazoum, plaidant pour que ces outils soient opérationnels, lors de sa visite à Alger. "Nous avons, me semble-t-il, jusqu'ici, créé les facteurs institutionnels indispensables à la mise en oeuvre d'une démarche commune pour faire face aux problèmes de sécurité. Il nous reste, et c'est important, à faire en sorte que notre état-major militaire commun soit opérationnel", a-t-il déclaré, en marge des travaux de la 10e session de la Commission mixte algéro-nigérienne de coopération. "Il faut faire en sorte que ces institutions que nous avons créées et qui ont vocation à faire face à l'insécurité soient effectivement fonctionnelles", a-t-il ajouté, considérant que cette question doit être perçue en tant qu'"un défi" par les pays du champ. Bazoum a indiqué qu'il mettra à

profit sa rencontre avec le ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, et les responsables algériens qu'il rencontrera à l'occasion de sa visite à Alger, pour "échanger" les points de vue, pour faire avancer les questions liées à la lutte sur le plan opérationnel contre l'insécurité dans la région. Il a également souligné, dans ce cadre, l'opportunité qu'of-

fre la prochaine rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays du champ élargie au Nigeria, le Tchad et le Burkina Faso, prévue pour les 2 et 3 décembre prochain, pour identifier les voies et moyens à même de rendre ces institutions communes opérationnelles pour faire face à l'insécurité. Pour Bazoum, "les facteurs de sécurité conditionnent la mise en oeuvre

conséquente des engagements pris" dans le cadre des réunions bilatérales. "Quels que soient notre bonne volonté et les efforts dont nous pouvons faire preuve, si nous sommes dans un contexte d'insécurité, tout peut être perturbé et notre volonté sera confrontée à cet obstacle (l'insécurité) qui sera insurmontable", a-t-il conclu.

M. C.

Algérie-Niger : la sécurité passe par le développement économique

Le secteur de l'énergie est susceptible de jouer un rôle primordial dans le renforcement des relations économiques entre le Niger et l'Algérie, a indiqué le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. Il a affirmé dans ce sens que "le secteur de l'énergie pourrait jouer un rôle primordial dans le renforcement des relations économiques et commerciales et devenir un vecteur dynamique dans notre partenariat". Messahel a cité, à ce sujet, la présence du groupe Sonatrach dans le périmètre de recherche de Kafra au nord du Niger. Il a, par ailleurs, estimé que les conditions sont réunies, aujourd'hui, de part et d'autre, pour raffermir davantage les liens de coopération entre les deux pays. C'est ainsi qu'il a considéré que "la réalisation du tronçon restant de la route transsaharienne en territoire nigérien permettra de

donner, non seulement, aux régions frontalières, mais également aux deux pays et par delà à la sous-région, les atouts nécessaires à l'intégration économique à laquelle aspirent les deux peuples". Abdelkader Messahel a noté, dans le même ordre d'idées, "les avancées de la coopération entre les pays du champ (Algérie, Mauritanie, Mali, Niger) en matière de lutte contre le terrorisme et les fléaux annexes". Le ministre nigérien a considéré, pour sa part, que la coopération algéro-nigérienne est "l'une des plus dynamiques que connaisse le Niger sur le plan bilatéral". Cette coopération, a-t-il estimé, tire ses sources des liens historiques et des valeurs et principes partagés de la foi commune dans l'Islam et dans l'unité du continent africain. Le ministre nigérien a, cependant, souligné que ces efforts de développement dans la région

"seront anéanties" si les pays du champ ne prennent pas garde des menaces graves qui pèsent sur la région sahélo-saharienne, en raison, a-t-il expliqué, de la circulation anarchique des armes de tout calibre, le trafic en tout genre, le banditisme transfrontalier et le terrorisme. C'est dans ce contexte qu'il a salué l'initiative de l'Algérie de créer un cadre de concertation permanente entre les pays du champ qui permettra, a-t-il estimé, "de surmonter ce fléau qui connaît un développement inquiétant avec la récente crise libyenne". Pour Bazoum, l'existence des mécanismes "dynamiques" de suivi et d'évaluation de la coopération, "assurent" et "réconfortent" les responsables des deux pays dans leur conviction que les relations algéro-nigériennes "sont excellentes et ont de bonnes perspectives devant elles".

M. C.

PROJET DE LOI ORGANIQUE PORTANT RÉGIME ÉLECTORAL

Des sénateurs plaident pour la révision du mode électoral

Apparemment, le mode électoral actuel ne fait plus l'unanimité. Déjà critiqué par certains partis politiques, il vient d'être de nouveau remis en question par des membres du Conseil de la nation.

PAR KAMAL HAMED

Des sénateurs ont en effet plaidé hier, lors de l'examen du projet de loi organique portant régime électoral, pour sa révision. Dans leurs interventions ces sénateurs, toutes tendances politiques confondues, ont exprimé leur penchant pour le mode de la liste ouverte. « C'est le mode de la liste ouverte qui consacrerait la crédibilité des candidats auprès des électeurs qui ont l'occasion de choisir selon leur conviction » a indiqué Zahia Benarous dans son intervention. Pour cette sénatrice du tiers présidentiel « Il faut mettre un terme au mode actuel par le biais duquel les partis imposent les candidats selon le classement de la liste, à commencer

par la tête de liste. Or, avec la liste ouverte ce sont les citoyens qui choisissent dans la liste les noms des candidats à qui ils veulent accorder leur voix ». Selon Mme Benarous « c'est la meilleure manière de mettre fin au business politique et à l'achat de coups de centaines de millions, voire de milliards, l'achat de la première place dans la liste électorale ». Cette opinion est amplement partagée par d'autres sénateurs, à l'exemple d'Abderrazak Bouhara. Dans son intervention ce dernier a indiqué, en effet, « qu'il faut changer le mode électoral, car il s'est avéré que le mode actuel ne permet pas une représentativité crédible est suffisante » ajoutant que « lors du dernier scrutin le parti vainqueur n'a réussi à obtenir que 8% seulement de l'ensemble du corps électoral. En somme le mode actuel ne permet pas la mobilisation des électeurs qui votent pour une liste et non pour les personnes ». Bouhara, qui a estimé que malgré son appartenance au FLN, il préfère la réussite de l'opération électorale et non de son parti tout en considérant, par conséquent, que le mode actuel est à l'origine du taux élevé d'abstention enregist-



Zahia Benarous.

tré lors des derniers scrutins. Le sénateur Abdelkader Bensalem abonde dans le même sens en indiquant qu'« il est temps d'adopter le mode de la liste ouverte pour mettre fin à la fièvre de la tête de liste ». En plus de cette question de nombreux sénateurs, notamment ceux affiliés au FLN, ont critiqué l'article 80 du projet de loi portant régime électoral qui consacre le mode d'élection du président de l'assemblée populaire communale (P/APC). Pour ces sénateurs, dont on peut citer Ahmed Ayad et Karim Abaoui, cet article est en contradiction avec l'article 65 du code électoral. Dans l'article 80 il est stipulé que le P/APC, qui est issu de la liste ayant

obtenu la majorité absolue, est élu par se pairs. Or, dans l'article 65 du code électoral il est juste stipulé que c'est le candidat en tête de la liste ayant obtenu le plus de voix lors du scrutin qui est élu en tant que P/APC. On se souvient que cette dernière disposition, introduite comme amendement oral par le président de la commission des affaires juridiques de l'APN qui est affilié au FLN, a fait beaucoup de vagues et a suscité le courroux du ministre de l'Intérieur. D'ailleurs ce dernier a indiqué, hier, lorsqu'il a présenté le projet de loi organique portant régime électoral que « c'est sur recommandation du président de la République que l'on a rattrapé cette question en explicitant le mode d'élection du P/APC ». Par ailleurs Dahou Ould Kablia a souligné que les dispositions du projet de loi garantissent la transparence des élections. Il dira attendre vers la fin du mois de janvier 56.000 urnes transparentes et le même nombre vers la fin du mois de mai. Il informera que 45.000 bureaux de vote seront disponibles lors des législatives. Des bureaux qui seront encadrés par 250.000 agents de l'administration. **K. H.**

LE PRINTEMPS ARABE REDONNE DES COULEURS AUX PARTIS ALGÉRIENS

Les élections en point de mire

PAR LARBI GRAÏNE

La scène politique a l'air de s'emballer, alors que le Mouvement de la société pour la paix (MSP) commence à délivrer des signaux d'insubordination vis-à-vis de la coalition présidentielle qu'il avait couvée des années durant, le FFS a procédé, quant à lui, à l'installation d'un nouveau secrétaire général en la personne de Amar Laskri, même si celui-ci ne fait que reprendre du service. Mais le doyen des partis d'opposition a annoncé le report de son congrès, ce qui peut vouloir dire que la direction actuelle a beaucoup à s'occuper des échéances immédiates, à savoir la préparation des élections de 2012. Mais rien ne dit que la participation du FFS aux législatives est acquise, ayant eu l'habitude de boycotter ce rendez-vous, on peut juste présumer que la participation de ce parti aux

locales est quasiment certaine. De son côté, Ahd 54 plaide pour la supervision des futures élections par « des observateurs étrangers ». Ali Fawzi Rebaïne, président de ce parti, a indiqué à ce propos que « c'est la seule et unique manière de garantir un scrutin libre et transparent ». Il a parlé aussi de son intention de contacter d'autres responsables de partis politiques en vue de former un front commun pour imposer « une surveillance internationale » de ces élections. Ce souci semble être partagé par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) dont le président Saïd Sadi, vient aussi de lancer des appels dans ce sens. Ce dernier conditionne du reste la participation de son parti à la présence « massive et qualifiée d'observateurs étrangers ». Quant au Front de libération nationale (FLN), même si le gouvernement se montre au dessus de la mêlée des luttes de leadership qui le déchirent,

cette formation ne donne pas pour autant l'impression de s'extraire de sa crise. Le clan de Salah Goudjil qui dispute la direction du parti à Abdelaziz Belkhadem, ne semble pas baisser les bras. Au vu de ce qu'endure actuellement le vieux front, il est presque certain que celui-ci se présentera très amoindri aux prochaines joutes électorales. Il reste le Parti des travailleurs (PT), celui-ci ne cesse de réclamer des élections anticipées. Est-il disposé à approuver les appels à la surveillance étrangère des élections ? Rien n'est moins sûr, le PT a toujours refusé une telle option sans du reste proposer une solution de rechange. Idem pour le Front national algérien (FNA) qui défend l'option d'une surveillance des élections par des Algériens. A propos du MSP, Miloud Chorfi, porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND) disait ne rien comprendre à son partenaire islamiste de la coalition qui d'un

côté affirme soutenir le programme du président de la République et d'un autre côté, refuse de voter les lois à l'Assemblée populaire nationale. Eh bien le MSP a répondu sans détours à cette interrogation. L'abstention au vote à l'APN est « une position politique », avait répliqué Zineddine Tebbal, secrétaire national du parti islamiste. « C'est le sérieux des réformes qui nous maintient dans l'Alliance » avait lancé ce dernier manière de dire que dans la cas présent la condition exigée n'a pas été satisfaite. Les futures échéances électorales présentent cette spécificité qu'elles interviennent sous le feu du « printemps arabe », lequel a introduit une nouvelle donne par rapport à la gestion de l'islamisme. Ce qui semble se dessiner c'est la cohabitation possible avec les démocrates dans les systèmes de gouvernance. Le SG du RND soutient lors d'une tournée dans le pays que « les islamistes ne l'effrayent pas ». L'enjeu des futures élections se situe donc à ce niveau. Tous ceux qui ont bâti leur stratégie sur la critique de ces derniers doivent donc revoir leur copie. **L. G.**

RAPT DE TOURISTES ÉTRANGERS EN 2003

Le procès de deux complices d'El Para reporté au 16 janvier

Le procès de deux présumés terroristes accusés d'avoir pris part, en 2003, à l'enlèvement de quinze touristes étrangers dans le Sahara algérien et qui activaient sous les ordres d'Amari Saïfi, alias El Para, a été ajourné, dimanche, par le tribunal criminel près la cour d'Alger au 16 janvier prochain.

Le rapt de ces quinze touristes étrangers, dont dix de nationalité allemande, était survenu en février 2003 dans le Sahara algérien, près des frontières avec le Mali.

Le président du tribunal criminel Kharabi Brahim a décidé ce renvoi en raison du retrait de la défense de l'un des accusés après que le tribunal criminel eut refusé sa requête consistant à faire comparaître Amari Saïfi pour être entendu en tant que témoin.

L'avocat Amine Sidhoum, qui s'est retiré après ce refus, avait affirmé auparavant devant le tribunal avoir « rencontré El Para en prison à Alger » en brandissant un permis de communiquer « où était mentionné le nom d'Amari Saïfi » pour étayer son affirmation.

Gharbia Amar, 39 ans, Algérien, et Youcef Ben Mohamed, 25 ans, de nationalité malienne, avaient été arrêtés en 2004 par les forces de sécurité tchadiennes qui les avaient remis en 2010 aux autorités algériennes.

En plus de l'accusation de rapt de touristes étrangers, les deux mis en cause doivent aussi répondre de l'inculpation de « trafic et d'importation d'armes prohibées ».

Les deux accusés, selon les avocats de la défense, ont reconnu, au cours de l'enquête préli-

minaire avoir participé à plusieurs opérations terroristes (trafic d'armes et assassinats) depuis leur adhésion, respectivement en 1996 et 2004, au groupe terroriste se faisant appeler Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).

Selon les mêmes sources, Gharbia Amar a reconnu sa participation à l'accrochage qui avait eu lieu au Tchad à la fin 2003 entre le groupe d'El Para et les forces tchadiennes, lors duquel il avait été fait prisonnier et qui s'était soldé par la mort de 30 terroristes.

Quant à l'accusé malien, Youcef Ben Mohamed, il avait été recruté dans le groupe terroriste sévissant au Sahara par El Para lui-même qui l'avait chargé du trafic d'armes avec le Tchad jusqu'à son arrestation par les services de sécurité tchadiens. **APS**

POUR LA SEULE ANNÉE 2010

8,3 millions d'interventions chirurgicales

Plus de 8 millions d'interventions chirurgicales ont été pratiquées à travers le territoire national en 2010, a indiqué dimanche à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould Abbès.

« Un total de 8,3 millions d'opérations chirurgicales ont été réalisées, l'année dernière, à travers les structures hospitalières à l'échelle nationale », a déclaré à la presse M. Ould Abbès après avoir assisté à un workshop de chirurgie cœlioscopique en live au service de chirurgie vis-

cérale et endologique de l'hôpital de Baïnem, rapporte l'APS. La cœlioscopie consiste à accéder à la cavité abdominale sans ouvrir la paroi abdominale. Elle est possible grâce à une « optique » (reliée à une caméra) est introduite dans la cavité abdominale à travers une cicatrice que le chirurgien pratique dans le ventre du patient et des « trocars », sortes de grosses aiguilles de 5 à 10 millimètres, par lesquels sont passés des mini-instruments pour opérer (pincés, ciseaux, instruments de coagulation et de suture).

Le ministre a souligné, dans ce contexte, la nécessité d'élargir cette méthode à l'ensemble des établissements hospitaliers en Algérie, insistant sur la formation continue des spécialistes en la matière. La cœlioscopie permet une diminution de « l'agression » chirurgicale, d'où une moindre douleur en post-opératoire, une diminution de la durée opératoire et d'hospitalisation (24 heures pour certaines interventions) et la reprise plus rapide des activités pour les patients qui travaillent, ont expliqué des spécialistes. **R. N.**

BOUMERDÈS, TRIBUNAL CRIMINEL

Quatre ans de prison pour adhésion à un groupe terroriste

Le tribunal criminel, près la cour de Boumerdès a condamné, hier, le dénommé H. A., étudiant, à une peine de quatre ans de prison ferme pour adhésion à un groupe terroriste armé. Dans la même affaire, le tribunal a condamné à six mois de prison avec sursis une autre personne, Y. R., pour non dénonciation de délit. La genèse de l'affaire remonte au mois de mai de l'année en cours, lorsque des informations faisant état d'accointances d'un étudiant au sein de l'université de Boumerdès avec des terroristes armés. Au moment de son arrestation se trouvait avec lui, le dénommé Y. R. Au cours de son interrogatoire, le principal inculpé a avoué aux services de sécurité qu'il travaillait pendant ses vacances dans une plantation à Zemmouri qui appartierait à un certain Madaoui. Ce dernier, selon l'accusé, avait rejoint le maquis et depuis il n'a plus de ses nouvelles. Le deuxième inculpé a nié tous les faits en bloc. Lors de leur comparution, le procureur de la République a requis 15 ans de prison ferme à l'encontre du premier accusé et quatre ans de prison pour le second inculpé. **T. O.**

PRODUCTION INDUSTRIELLE DURANT LE 1^{ER} SEMESTRE 2011

Légère hausse des prix

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures ont augmenté de 1,1% pour le secteur public et de 0,8% pour le secteur privé durant le premier semestre 2011 par rapport à la même période en 2010, a-t-on appris auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

PAR RAYAN NASSIM

Pour ce qui concerne les prix (sortie usine) des industries manufacturières, ils ont évolué de 0,9% dans le secteur public et également de 0,9% pour le secteur privé durant la même période de référence, précise l'Office.

La hausse des prix à la production a touché les coûts de production des produits industriels des deux secteurs (public et privé), relève l'organisme, précisant que la plus forte hausse du secteur public a été enregistrée par les industries divers avec 9,3% et celles des mines et carrières avec 9,1%. Une hausse de moindre ampleur a, également, touché d'autres secteurs industriels publics. Il s'agit des industries des



bois, liège et papier (2,3%), textiles, confection (1,5%), matériaux de construction (1,4%) et les industries agroalimentaires (1,1%), précise l'Office.

D'autres secteurs ont connu, également, des hausses relativement faibles : les industries des énergies (0,5%), cuirs et chaussures (0,4%) et, enfin, les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME) avec (0,2%).

Quant au secteur privé, à l'exception d'une baisse de (10%) enregistrée par l'in-

dustrie des mines et carrières, les autres secteurs ont connu une hausse générale mais de moindre importance.

La plus remarquable hausse a été enregistrée par les industries divers (2,7%), l'agroalimentaire (1,8%), textiles et confection (1,5%), les ISMME et matériaux de constructions (0,9%) pour chacune et, enfin, l'industrie des bois, liège et papier 0,2%. Au 2^e trimestre 2011, les prix à la production industrielle hors hydrocarbures du secteur public ont connu une hausse de 0,5% contre 0,3% durant les trois premiers mois de la même année, selon l'Office.

Les prix à la production industrielle ont enregistré au 2^e trimestre 2011 et par rapport à la même période 2010, également, une hausse de 1,3%.

L'évolution des prix à la production industrielle du secteur public s'est caractérisée par une hausse de 6,2% pour le secteur des mines et carrières, induite par la forte augmentation des prix de l'extraction du minerai de phosphate, soit +9,2%.

Les hausses de 4,3 % des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques et de 2,3% des biens d'équipements mécaniques, ont provoqué une hausse de

0,5 % pour les ISMME. Pour le secteur privé, le 2^e trimestre 2011 s'est caractérisé essentiellement par la hausse des prix à la production des industries divers (5,3%) et l'agroalimentaire (1,5%) par rapport au 1^{er} trimestre de la même année, selon les chiffres de l'Office.

Par ailleurs, l'ONS relève que "les indices relatifs au secteur privé sont donnés à titre indicatif car le taux de réponse est faible".

Les prix à la production industrielle ont augmenté de 3% pour le secteur public et de 1,5% pour le secteur privé en 2010. Cette hausse, due à une augmentation générale des coûts de production, a touché tous les secteurs, la plus forte a été enregistrée par les matériaux de construction avec 16,3%. Les prix observés, qui ont concerné 90% des ventes par activité et par entreprise, sont des prix sortie usine en toutes taxes comprises et hors coût de transport.

Le champ de l'opération de calcul de l'indice des prix à la production industrielle a concerné 82 entreprises publiques et 75 entreprises privées.

R. N.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

La fiscalité ordinaire atteint 1.352 mds DA

PAR INES AMROUDE

La fiscalité ordinaire de l'Algérie a atteint 1.352 milliards (mds) DA durant les 9 premiers mois de 2011, en hausse de 13% par rapport aux objectifs tracés par la LFC 2011, a annoncé, dimanche à Alger, le directeur général des impôts (DGI), Abderrahmane Raouia.

Les recettes du recouvrement de la fiscalité ordinaire de janvier à septembre 2011 ont progressé de 13% par rapport aux objectifs tracés par la LFC 2011 à 1.352 mds de DA, a précisé M. Raouia à la Radio nationale.

Concernant la série de mesures relatives aux recommandations de la dernière Tripartite, celles-ci tendent essentiellement à simplifier le système fiscal, et à en alléger la pression, notamment à travers le "recrit fiscal", indique-t-il.

Le DGI a indiqué que la procédure de "recrit fiscal" permet aux entreprises de

demande à l'administration fiscale d'expliquer comment leur situation doit être traitée au regard des impôts.

« Cette mesure permet essentiellement d'établir une relation entre l'administration fiscale et l'entreprise, qui va définir le régime fiscal auquel l'activité de l'entreprise sera soumise », explique M. Raouia.

Il a expliqué, également, que cette démarche "offrira une garantie juridique suffisante et une bonne visibilité pour l'entreprise avec un meilleur suivi pour l'administration fiscale".

Concerné par cette mesure, la Direction des grandes entreprises (DGE), installée en 2006, a débuté avec 800 entreprises pour une population fiscale actuelle de l'ordre de 2.034 sociétés (50% algériennes, 50% étrangères) qui font partie du portefeuille de la DGE, avec un taux d'évolution de 154%.

Les recettes du budget découlent principalement de la fiscalité pétrolière alors que

près de 50% de la fiscalité ordinaire sont recouverts au niveau de la DGE, rappelle-t-il.

Pour illustration, le montant recouvré par la DGE, en 2006, qui s'élevait à 265 milliards DA est passé à 512 mds DA en 2010, soit un taux d'évolution de 93%.

M. Raouia a affirmé, par ailleurs, que la DGI a mis en place "un système fiscal qui s'applique à toutes les entreprises qui interviennent en Algérie dans les conditions de droit commun, qu'elles soient étrangères ou algériennes".

D'autre part, en 2010, quelque 2.888 affaires ont été vérifiées au niveau de la fiscalité pour un produit de constatations de près de 50 mds DA, précise-t-il.

Les recettes de la fiscalité ordinaire prévues pour 2012 sont de 1.894 mds de DA alors que la fiscalité pétrolière prévue est de 1.561,6 mds de DA, rappelle-t-on.

I. A.

DOUANES ALGÉRIENNES

Hausse des importations de blé en 2011

Les importations de blé de l'Algérie se sont établies en forte hausse à 135,9% à 2,42 milliards de dollars durant les dix premiers mois de 2011 contre 1,02 milliard de dollars à la même période en 2010, indique dimanche le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) des Douanes.

Les quantités de blé importées par l'Algérie ont atteint 6,35 millions de tonnes durant les dix premiers mois 2011 contre 4,52 millions de tonnes à la même période en 2010, soit une augmentation de 1,83 million de tonnes, selon les précisions du Cnis.

Les importations de blé tendre, qui représente une part importante des importations algériennes, sont passées à 1,78 milliard de dollars pour une quantité de 4,95 millions de tonnes durant les dix premiers mois de 2011 contre 687,53 mil-

lions de dollars pour 3,27 millions de tonnes, en hausse de 159,98% en terme de valeur.

Pour le blé dur, l'Algérie a importé durant la période de référence de 2011 pour 633,011 millions de dollars (1,39 million de tonnes) contre 338,48 millions de dollars, soit 1,24 million de tonnes à la même période en 2010.

Les importations de blé dur qui ont connu une hausse de 150,50 tonnes, ont enregistré une augmentation de 87,01% en termes de valeur, qui s'explique par la hausse des prix sur le marché international durant cette période.

En 2010, la facture des importations de blé de l'Algérie avait connu une baisse en valeur de 31,7%, totalisant 1,251 milliard de dollars contre 1,832 milliard de dollars en 2009.

Les importations de blé en 2010 étaient

de 5,23 millions de tonnes contre 5,72 millions de tonnes en 2009, soit une baisse de près de 500.000 tonnes.

La liste des principaux pays fournisseurs de l'Algérie en blé durant les dix premiers mois de 2011 reste pratiquement la même que celle de 2010. Il s'agit, notamment, de la France, le Canada, l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, l'Espagne et le Mexique.

La production céréalière de l'Algérie prévue pour la campagne 2010-2011 devrait tourner autour de 45 millions de quintaux, selon l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

La céréaliculture en Algérie est pratiquée par près de 600.000 agriculteurs dont 372.400 recensés au niveau des chambres de l'agriculture comme des professionnels de la filière sur une superficie qui a atteint 3,2 millions ha.

I. A.

CHAMBRE NATIONALE D'AGRICULTURE

Le conseil d'administration installé

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a procédé, hier, à l'installation officielle du président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA) ainsi que le nouveau conseil d'administration.

Sur les 27 candidats, des présidents de chambres de wilaya, huit ont été élus, samedi, membres du conseil d'administration lors l'assemblée générale de la chambre.

Le nouveau président de la CNA, Mohamed Bouhdjar de Constantine, a eu le maximum de voix (69), suivi de Ladjal Bounoua Doubi de Mostaganem.

Intervenant lors de la cérémonie d'installation, le ministre a souligné que les élections du nouveau conseil national d'administration de la CNA et ceux des chambres de wilaya se sont "déroulés dans de bonnes conditions et dans la transparence".

Il a indiqué que plus de 60% des membres des conseils d'administration des chambres de wilayas avaient été renouvelés.

Le ministre a mis l'accent sur le rôle "important" que doivent jouer ces chambres dans la construction d'une nouvelle vision basée sur la modernisation de l'agriculture et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

"Ce (les chambres) sont des espaces très importants puisqu'ils lient les politiques publiques et les acteurs sur le terrain", a-t-il dit.

Pour lui, la première mission de la Chambre nationale d'agriculture consiste au "renforcement des capacités des éleveurs, des agriculteurs et des opérateurs économiques en mettant à leur disposition toutes les informations sur les dispositions encadrant, entre autres, le foncier agricole, les activités de régulations et l'amélioration de la production".

I. A.

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Une opportunité de croissance pour l'économie algérienne

La crise économique mondiale, qui menace beaucoup de pays développés, peut constituer une importante opportunité de croissance pour l'économie algérienne, ont estimé samedi des experts algériens.

PAR INES AMROUDE

Une compression des recettes provenant des exportations d'hydrocarbures due à la contraction de la croissance des principales économies mondiales, ainsi que les effets négatifs d'une recrudescence de la compétition sur l'attractivité des investissements étrangers dans la région du Mena sont les principaux enjeux auxquels l'Algérie doit dès maintenant faire face, estiment experts

et banquiers ayant participé à un Forum organisé par le quotidien *Liberté* en collaboration avec l'agence de conseil Emergey.

Kamel Benkoussa, directeur auprès du cabinet londonien "Goldenberg Hehmeyer LLP" a présenté, rapporte l'APS, des perspectives sombres pour l'économie mondiale sur les court et moyen termes.

Et pour cause : l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans les plus grandes économies de la planète, ce qui risque, selon lui, de faire effondrer l'économie mondiale d'ici 2014. Actuellement, les dix pays les plus endettés du monde représentent ensemble plus de 147.000 milliards de dollars, alors que le système financier mondial doit en effacer 50.000 milliards pour pouvoir atteindre le bout du tunnel, explique M. Benkoussa, ajoutant que les politiques d'austérité adoptées récemment par les pays touchés par ce fléau ne font que freiner la reprise de la croissance mondiale. Mais, au-delà des retombées de cette crise, l'économie algérienne présente des atouts considérables lui permettant de réaliser une performance encore plus impor-

tante, de se diversifier et de se libérer de sa dépendance vis-à-vis des recettes des hydrocarbures, a-t-il souligné. Dans cette optique, M. Benkoussa suggère la création d'un fonds souverain algérien doté d'un capital d'au moins 50 milliards de dollars pour le rachat de participations dans les plus grandes firmes internationales en difficulté. De telles actions permettraient de développer la base industrielle nationale notamment par l'acquisition de la technologie et de pénétrer de nouveaux marchés, explique-t-il. La nouvelle orientation des flux des investissements étrangers devrait profiter également à l'Algérie qui doit optimiser son attractivité pour ces flux.

De son côté, Rachid Sekkak, directeur général de HSBC Algérie, qui s'est longuement attardé sur l'apparition et l'évolution de la crise économique mondiale en 2007, a souligné que les mesures prises par les pouvoirs publics depuis 2006, notamment le paiement par anticipation de la dette extérieure et le maintien d'une politique prudentielle dans la gestion des réserves de change

et de la surliquidité des banques de la place ont permis d'amortir les effets de cette crise sur l'économie algérienne, qui continue de réaliser une croissance positive. Reda Bousbaa, autre participant à la rencontre, a, quant à lui, préconisé de déplacer les relations économiques et commerciales de la zone OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) vers les pays émergents, notamment ceux des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui constituent le dernier sentier de la croissance économie mondiale.

Par ailleurs, le soutien du secteur privé, l'allègement de la pression fiscale, la facilitation de l'accès au crédit et au foncier, le développement du marché obligataire comme moyen alternatif de financement à l'économie ainsi que l'encouragement de la finance islamique qui a démontré sa résilience face aux turbulences mondiales ont été également abordés lors du débat, dirigé par le professeur Mourad Preure.

I. A.

SALON INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS (SITP 2011)

Forte participation des entreprises allemandes

PAR AMAR AOUIMER

La Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie, (AHK) animera une conférence de presse aujourd'hui où elle exposera les objectifs essentiels et les attentes des entrepreneurs germaniques, avec la participation de Mme Benaïssa, directrice Afrique du Nord de l'Africa Verein. Nickolas Wollmann, directeur du pavillon international de la SITP et Mme Sarah Ruschkowski, responsable de la communication, des relations publiques et des foires à la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie, sera également présente au stand Deutsche Beteiligung.

Six entreprises germaniques prendront part à cette importante manifestation économique et commerciale qui durera quatre jours à la Safex, alors que des firmes d'autres pays seront également présentes, notamment italiennes, françaises et portugaises. Les entreprises lusitaniennes des travaux publics sont particulièrement opérantes et opérationnelles en Algérie depuis de nombreuses années où elles contribuent aux différents programmes de développement économique quinquennaux dotés de plus de 286 milliards de dollars. En effet, la 9e édition du Salon international des travaux publics (SITP 2011) qui « est une foire internationale pour la construction des machines, des matériaux de construction de machines, l'exploitation minière et de l'équipement », selon les organisateurs, attend des milliers de visiteurs et des professionnels du secteur des travaux publics et de la construction en quête de partenariat gagnant-gagnant et de coopération.

Pour sa part, la Société algérienne des foires et exportations (Safex) indique que le SITP 2011 intervient dans une conjoncture économique particulièrement favorable puisqu'il coïncide avec l'achèvement des grands chantiers et des projets structurants lancés en vertu du dernier plan de développement économique du pays.

Soucieux de développer une infrastructure routière et un réseau autoroutier moderne, mais nécessitant des travaux permanents de maintenance et de nettoyage, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, ne manquera pas d'exhorter les différents entrepreneurs algériens de tisser des relations de

partenariat et de joint venture avec des industriels et investisseurs internationaux présents au SITP 2011.

L'inauguration récente de la rocade sud d'Alger permettra, notamment, aux différents automobilistes d'emprunter le tronçon Zerelda-Boudouaou en contournant l'autoroute de Dar el-Beida, devenu très encombrante et un vrai agent stressant pour les milliers d'automobilistes... Etant considéré comme un événement stratégique pour la région d'Afrique du Nord et subsaharienne, le SITP est perçu, par les promoteurs, comme « une véritable industrie internationale regroupant des dizaines d'entreprises européennes dotées de savoir-faire et de technologies de pointe dans le secteur des travaux publics. Il s'agit d'une importante plate-forme pour tous les domaines de la construction et l'industrie de la maintenance ».

Ils ajoutent, par ailleurs, que « le salon permet également de faire la lumière sur les plus récentes innovations sur le marché tout en assurant une garantie de service à la clientèle

et en offrant l'opportunité de nouer des relations de partenariat et d'affaires durables et fécondes dans ce marché porteur, l'un des plus importants de croissance dans la région d'Afrique ». Parmi les entreprises allemandes présents lors de ce salon, on peut, notamment, citer Messe Focus international marketing trade affaires spécialisée dans le consulting et la formation pour les foires et la construction des stands pour salons, MCS Werbe messebau GmbH qui est versée dans la construction, Baren GmbH internationaler, Niegovan Design, une entreprise de construction dont les dirigeants veulent « mettre leur expertise et leurs dix années de savoir-faire au profit des opérateurs économiques algériens ». Il y a également la firme Fairexpress GmbH qui souhaite développer des liens de partenariat avec des entrepreneurs nationaux dans le domaine de la logistique des transports.

A. A.

18 entreprises italiennes au SITP 2011

Pas moins de 18 importantes sociétés italiennes seront présentes à la 9e édition du Salon international des travaux publics qui ouvrira ses portes aux professionnels et grands publics demain au Palais des Expositions, Pins Maritime d'Alger.

Il est à noter l'intérêt que revêt ce salon de quatre jours (du 21 au 24 novembre) pour un grand nombre d'entreprises italiennes, qui sont présentes en force soit par le biais de leurs partenaires algériens, soit individuellement, soit au sein de la collective italienne qu'organise l'institut italien pour le Commerce Extérieur (I.C.E), selon un communiqué de presse. Cette participation reflète aussi l'importance qu'accorde l'Italie au marché algérien en général, et celui des travaux publics en particulier, un secteur qui connaît son plein essor en Algérie dernières années. « Des entreprises dont la présence sur le marché algérien est établie de longue date ont contribué à la réalisation d'importants ouvrages et font parties des fleurons de la réussite italienne dans le sec-

teur des travaux publics, hydrauliques et la réalisation des grands ouvrages, à l'image de la CMC di Ravenna, seraient présentes à cette manifestation » lit-on dans le document. D'autres sociétés sont venues présenter les dernières technologies italiennes, concernant les engins de travaux publics, les équipements pour chantiers, les équipements pour production de matériaux de construction, etc., alors que certaines d'entre elles sont présentes pour la première fois en Algérie. Les chantiers de grande envergure déjà lancés (autoroute des Hauts-Plateaux, barrages, tramways, lignes ferroviaires), entraîneront certainement une grande demande en équipement pour le secteur du bâtiment et des travaux publics. « Les entreprises italiennes seront encore une fois en première ligne pour le renforcement de la collaboration technologique, industrielle et commerciale entre l'Italie et l'Algérie à travers des partenariats entre les entreprises des deux Pays » soutient l'Institut italien pour le commerce extérieur.

A. A.

FILIPPE SANTOS, REPRÉSENTANT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ARABO-PORTUGAISE, AU MIDI LIBRE :

«Plus de 40 entreprises portugaises à Alger»

« Plus de quarante rendez-vous d'affaires avec des entreprises algériennes sont programmées durant quatre jours, dont Sonelgaz, afin de rechercher et trouver des opportunités de partenariat, d'exportation et de coopération avec des partenaires algériens en respectant le principe de 51 % et 49 %, mais après des discussions et négociations avec les autorités algériennes » nous a notamment déclaré, hier à l'hôtel Hilton, Filipe Santos, responsable des relations extérieures auprès de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-portugaise, qui s'est exprimées dans le cadre d'une rencontre entre des opérateurs économiques algériens et des hommes d'affaires lusitaniens.

Il a notamment indiqué que de nombreux industriels, investisseurs et hommes d'affaires portugais établis en Angola vont se rabattre sur des activités d'investissement en

Algérie, car le climat d'affaires en Algérie est jugé plus attractif et important, alors qu'en Angola, la situation des industriels portugais n'est pas au beau fixe, en raison de difficultés administratives.

« Les hommes d'affaires portugais estiment que des opportunités sérieuses d'investissement existent en Algérie où le marché local est attrayant sachant qu'une délégation d'investisseurs portugais y ont déjà scruté le plus et le climat des affaires en mai dernier » a-t-il ajouté.

En collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), les Portugais ont invité l'Agence algérienne de développement des investissements (Andi) pour présenter le climat d'affaires en Algérie.

« Il s'agit, pour nous, de dénicher des possibilités de partenariat gagnant-gagnant avec des entreprises algériennes en

intensifiant la coopération et en trouvant de meilleures partenaires pour nous établir en Algérie. Les rendez-vous d'affaires que nous pilotons sont confinés dans les secteurs du bâtiment, les installations électriques de basse, moyenne et haute tension, les matériels agricoles et de transport, la réfrigération dont nous avons des contacts importants avec l'entreprise algérienne Eniem » a ajouté Santos.

En outre, les entreprises portugaises des technologies de l'information et de la communication qui travaillent et coopèrent déjà avec l'opérateur de téléphonie mobile Nedjma, sont particulièrement intéressées par le partenariat avec des entreprises algériennes.

A. A.

RELIZANE

Reboisement de plus de 2.000 ha

La wilaya de Relizane a programmé la plantation de plus de 2.000 hectares en différentes espèces d'arbres, durant la saison 2011-2012, selon la Conservation des forêts.

La campagne de reboisement sera menée au niveau de 24 communes sur les 38 que compte la wilaya, dont Aïn Tarik, Ramka, Jdiouia et Had Chekala, situées dans des zones montagneuses et sur des collines, dénudées et accidentées, où seront plantées plusieurs essence forestières, comme le pin d'Alep.

Les chantiers de reboisement ouverts au niveau des zones ciblées offrent plus de 1.300 postes d'emploi au profit des habitants de ces régions, en plus de dizaines de postes qui seront créés dans le cadre d'autres projets de travaux forestiers, comme la lutte contre les parasites et l'entretien des jeunes arbustes.

La campagne de reboisement de l'année dernière a permis la plantation de différentes espèces forestières sur une superficie de 1.723 ha, représentant 95% des objectifs tracés.

Par ailleurs, 380 ha ont été plantés en oliviers dans le cadre d'un programme de 510 ha dont ont bénéficié plus de 300 agriculteurs de 17 communes.

La Conservation des forêts a programmé la plantation de 2.850 ha d'oliviers durant le plan quinquennal 2010-2014, dans le cadre du programme de wilaya, ciblant 15.000 ha, alors que la Direction des services agricoles (DSA) se chargera de la plantation du reste de l'opération.

JIJEL

380 foyers raccordés au gaz naturel

Un total de 380 foyers du lieu-dit Ouled Bounar, près de Jijel, totalisant plus de 2.600 habitants, a été raccordé au réseau du gaz naturel.

Ce lieu-dit, situé à quelques encablures à l'ouest de la ville de Jijel, sur la RN 43, fait désormais partie des 36 localités bénéficiant de cette énergie propre, portant ainsi le nombre de foyers raccordés à ce jour à 62.035.

La cérémonie de mise en gaz, présidée par les autorités de la wilaya, a été également marquée par la visite d'un foyer-témoin alimenté en cette énergie.

La capacité du poste de 10.000 m³/heure peut également servir de "secours" à la ville de Jijel, a affirmé sur place un responsable de la Société de distribution de gaz de l'Est.

Cette nouvelle réalisation était inscrite au titre du programme quinquennal 2005-2009 touchant de nombreux centres de vie et agglomérations de la région, a indiqué le directeur de wilaya de l'énergie et des mines.

Entre fin 1999 et 2011, le nombre de localités alimentées est passé de 4 à 36 et le nombre de foyers raccordés de 19.600 à 61.300, portant le taux de raccordement à 56%, a affirmé le même responsable, soulignant que cet effort a nécessité un investissement public de 33,1 milliards de dinars. A l'horizon 2014, le taux de couverture de cette wilaya en gaz naturel sera de l'ordre de 72%, a-t-on également fait savoir.

APS

BEJAIA, VIEUX BÂTI

Feu vert pour sa réhabilitation

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, M. Nouredine Moussa, a donné son accord, mercredi dernier, pour la réhabilitation et la reprise en main progressivement de l'ensemble du vieux bâti de la ville de Béjaïa, "dont l'ampleur et l'état de dégradation ont atteint un niveau critique".

PAR BOUZIANE MEHDI

« Nous sommes disposés à financer l'équivalent de la construction de 1.000 logements », a indiqué le ministre devant les autorités locales, subordonnant, cependant, cette aide à l'élaboration préalable d'une expertise globale de ce portefeuille immobilier, dont une grande partie, selon ses occupants, menace ruine

Le ministre qui en a pris la mesure, en passant en revue quelques habitations situées dans l'une des plus anciennes rues de Béjaïa, "Rue des Vieillards" en l'occurrence, s'est dit "très sensible", promettant de fournir des aides allant de 600.000 à 700.000 dinars pour chaque particulier intéressé par l'opération de réhabilitation de sa maison, précise l'APS.

De ce fait, M. Nouredine Moussa n'a pas exclu la possibilité de faire associer le ministère de la Culture à cette opération.

En fait, c'est toute la ville de Béjaïa qui est au centre d'un souci d'aménagement ou de réaménagement, avec la perspective de requalification et de restructuration d'une foule de quartiers souffrant de carences urbanistiques. C'est le cas de celui de Tizi, situé à la périphérie Ouest de la ville, qui se singularise par un manque



criant de commodités et une extension des plus débridées. Et c'est aussi le cas du plateau de Sidi-Bouderham, situé sur un versant opposé, gangrené par des occupations et des constructions illicites.

Le plateau, désormais délimité et en plein aménagement, s'étale sur 200 hectares et est destiné à accueillir la nouvelle ville de Béjaïa.

Il y est prévu, d'ores et déjà, l'implantation du nouveau centre hospitalo-universitaire, une multitude d'équipements publics et pas moins de 1.000 logements.

Une étude globale d'aménagement a été présentée au ministre qui, à l'occasion, a émis le souhait de réaliser une articulation avec les espaces urbains environnants et assurer une harmonie générale à toute la

zone qui se prédestine à accueillir, à terme, pas moins de 50.000 habitants.

Sa mise en construction va permettre une bouffée d'oxygène à l'armature urbaine globale de la ville de Béjaïa, arrivée à confinement du fait de ses extensions non maîtrisées.

Par ailleurs, la réalisation va, selon l'APS, soutenir les opérations analogues actuellement en cours. Le cas vaut essentiellement pour le quartier de Sidi-Ali Lebhar, situé à proximité de l'aéroport, et qui se trouve être le siège d'un chantier en achèvement de quelque 2.300 logements, assortis d'une ombelle d'équipements publics.

B. M.

TISSEMSILT, DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Réception de 16 projets



Des projets d'amélioration urbaine de 16 sites dans la wilaya de Tissemsilt ont été réceptionnés dernièrement, selon la Direction de la construction et de l'urbanisme.

Inscrits dans le cadre du programme quinquennal précédent, les travaux d'amélioration urbaine ont touché trois communes que sont Lardjem, Bordj Bounaâma, avec six sites chacune, et Ouled Bessam (4 sites), pour un coût global de 580 millions de dinars. Près de 5.000 habitants ont bénéficié de ces tra-

vaux.

L'opération a porté sur le revêtement des chaussées, la réfection des routes et de l'éclairage public, la réhabilitation des canaux de drainage des eaux pluviales et la création d'aires de jeux pour enfants et des espaces verts.

Il est prévu la réception, au début de l'année prochaine, de neuf autres sites d'amélioration urbaine dans les communes de Tissemsilt, Bordj Emir Abdelkader et Ouled Bessam pour un investissement de 540 millions DA dans le cadre du pro-

gramme de développement exercice 2010. D'autre part, il sera procédé durant la même période à des opérations d'aménagement urbain au niveau des plans d'occupation du sol (POS) de la localité Aïn Lora (72 hectares), au chef-lieu de wilaya, le POS 1 à Layoune (15 ha) et le POS 3 (50 ha) dans la commune de Khemisti.

Ces opérations permettront la réalisation de réseaux de routes, d'AEP, d'assainissement et d'éclairage public et la création d'espaces verts et de jeux pour enfants.

L'enveloppe financière allouée à ces projets est estimée à 1 milliard de dinars.

A noter que des travaux similaires ont été achevés récemment ainsi que des réseaux de gaz naturel et d'électricité dans la zone d'extension de Tissemsilt (25 ha) au profit de 3.000 habitants occupant 500 foyers. Les travaux d'aménagement urbain se poursuivent au POS d'Aïn El-Bordj, au chef-lieu de wilaya (17 ha), enregistrant un taux d'avancement de 65%, selon la même Direction.

Pour rappel, la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, depuis 2004, d'une enveloppe financière de l'ordre de 3 milliards DA pour la concrétisation d'opérations d'aménagement et d'amélioration urbaine à travers 167 sites d'habitat au titre de différents programmes de développement.

APS

SOUK-AHRAS, PRODUCTION DE LAIT

Evolution sensible et constante

Dans la wilaya de Souk-Ahras, la filière lait connaît une sensible et constante évolution en matière de production, atteignant les 92 millions de litres à la fin du mois d'octobre dernier malgré les faibles capacités locales de transformation, cette activité n'étant assurée que par une seule laiterie qui traite 40.000 litres/jour.

PAR BOUZIANE MEHDI

En dépit de l'évolution du cheptel, de l'augmentation de la production et de la croissance du nombre d'éleveurs, la conduite de l'élevage des vaches laitières demeure globalement "traditionnelle", expliquent les responsables locaux du secteur qui rappellent qu'en octobre dernier, la localité de Mechrouha avait été primée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour avoir été classée, avec 25 millions de litres, première commune productrice de lait du pays.

Quelque 34 millions de litres des quantités collectées ont été transférés vers les unités de Guelma, Annaba, Skikda, El-Tarf et Constantine et le reste vers les commerces de vente de lait cru, souligne l'APS.

Le cheptel bovin de la wilaya compte au total 87.600 têtes, dont 12.100 vaches hybrides et 29.000 de races locales. Souk-Ahras compte également 5.000 éleveurs, dont 2.100 intégrés au programme de collecte de lait, ajoute le DAS, M. Abderahmane Mansouri, rappelant que l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) verse depuis juin 2010 des aides publiques aux éleveurs (12 DA/litre), aux collecteurs (5 DA/litre) et aux unités de transformation (5 DA/litre).

La filière est confrontée, outre l'insuffisance d'unités de transformation, à la fai-



blesse de la diversification des aliments de bétail, limitée au fourrage concentré et aux herbes sèches, au manque de suivi vétérinaire et à la mauvaise organisation de l'activité de collecte.

Afin d'améliorer la prise en charge de la filière, un projet a été lancé en octobre dernier dans le cadre d'un partenariat algéro-français entre l'Institut technique d'élevage et un groupe français, dont l'objectif est de mieux coordonner les efforts des opérateurs de la filière en vue de développer la production et la collecte du lait au travers de l'assistance, dans une première phase, de 300 éleveurs, indique le DAS, relevant que le projet devra également permettre l'amélioration de la qualité des aliments et de la production des semences de fourrages.

Une structure a été constituée pour suivre ce projet de soutien technique qui vise également à instaurer une nouvelle dynamique au sein des associations des éleveurs, des collecteurs et des autres intervenants.

Le conseil régional interprofessionnel de la filière lait, créé en mai 2011 et réunissant les opérateurs de cinq wilayas, a préconisé l'ouverture dans la wilaya de

Souk-Ahras d'une agence de l'Office national du lait afin d'encadrer l'évolution de la filière et prendre en charge les questions liées à la formation et la sensibilisation.

Il a également plaidé pour le relèvement de l'indemnisation accordée aux éleveurs en cas d'abattage de vaches malades (brucellose, tuberculose).

En outre, l'insémination artificielle reste peu développée dans la wilaya qui a vu jusqu'à septembre dernier l'insémination de 29 vaches (8 seulement avec succès), pour un taux de réussite de 27,5%, indique à l'APS le directeur de la coopérative agricole polyvalente de Sedrata qui impute la faiblesse du taux de réussite à l'absence sur le marché de certains produits nécessaires à cette pratique et au manque de moyen au centre d'insémination de cette coopérative.

A ce propos, le directeur des Services agricoles de la wilaya a appelé le Centre national de l'insémination artificielle à soutenir le développement dans la wilaya de cette technique d'amélioration génétique du cheptel bovin productif.

B. M.

ADRAR, CONSERVATION DES FORÊTS

Développement des régions frontalières



Une enveloppe supplémentaire de 50 millions de dinars a été allouée au secteur des forêts dans la wilaya d'Adrar pour entreprendre, dans les régions frontalières, une série de projets de développement, ont annoncé les responsables du secteur. Plus d'une dizaine d'opéra-

tions, inscrites dans le cadre du programme de renouveau rural, devront ainsi être réalisées dans les communes frontalières de Bordj Badji Mokhtar et Timiaouine. Elles porteront notamment sur l'encouragement de l'activité pastorale, a précisé le conservateur des forêts d'Adrar.

Selon M. Kamel Yahi Kamel, ces actions consistent en la réalisation de huit forages et 21 puits pastoraux et l'aménagement et l'équipement en énergie éolienne de 25 autres en vue d'assurer l'abreuvement du cheptel camelin et ovin dans les zones de parcours.

Dans l'optique de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des nomades de la région, plus de 380 tentes seront dotées en kits solaires pour la production de l'énergie électrique, a ajouté M. Yahi.

A ces actions, visant le développement des régions frontalières, viennent s'ajouter l'attribution aux familles nomades d'un total de 2.890 caprins, de 24 outils destinés au travail du cuir et plus d'une centaine de machines à coudre, a ajouté la Conservation des forêts.

Concernant l'exécution du programme de renouveau rural de l'année 2009-2010, la wilaya d'Adrar s'est placée au deuxième rang à l'échelle nationale, pour ce qui est de la préservation du patrimoine matériel et immatériel, à travers la protection des Foggara, système d'irrigation traditionnelle.

APS

TEBESSA

Gestion des bibliothèques universitaires

Le renforcement des bibliothèques universitaires par une gestion électronique a été préconisé par les participants au séminaire national sur la bibliothéconomie et les sciences de l'information, la semaine dernière à Tébessa.

Les recommandations ont trait également à "la création d'une banque numérique inter-universitaire sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi qu'une meilleure prise en charge des bibliothèques universitaires par des personnels qualifiés. Cette rencontre, organisée à l'initiative du département des sciences humaines de l'université de Tébessa, a permis aux participants d'évaluer le niveau pédagogique de la filière bibliothéconomie, dispensée au niveau des universités du pays dans le cadre du système Licence-Master-Doctorat (LMD), a fait savoir le Dr. Akram Boutoura, président du séminaire et chef de département des sciences universitaires de l'université de Tébessa.

"Les techniques de l'information et de la communication dans l'enseignement (TICE) en bibliothéconomie : entre difficultés et défis", "L'importance de la gestion électronique des documents dans la formation en bibliothéconomie", "L'expérience de l'université algérienne dans la formation en bibliothéconomie", "L'enseignement des techniques archivistiques" sont quelques-uns parmi les thèmes développés lors de cette rencontre.

La filière bibliothéconomie, actuellement enseignée dans une vingtaine d'universités du pays, n'était dispensée que dans les seules universités d'Alger, de Constantine et d'Oran avant l'introduction du système LMD.

TLEMCCEN

La production oléicole en baisse

La production oléicole connaîtra une baisse cette saison dans la wilaya de Tlemccen, chutant à moins de 100.000 quintaux contre plus de 200.000 qx l'an dernier, prévoit la Direction des services agricoles (DSA) qui attribue cette baisse à la sécheresse qui a sévi dans la région au début de la saison d'automne actuelle. Un rendement moyen de 12 quintaux à l'hectare est donc attendu, contre 23 qx/ha en 2010.

La superficie ciblée par la campagne de cueillette, lancée en octobre dernier, est d'environ 7.705 hectares disposant de 220.000 oliviers productifs. Plus de 245.000 arbres productifs sont plantés dans divers oliveraies, terres agricoles et aux abords des routes et font l'objet de cueillette précoce et anarchique. A ce sujet, il a été signalé que les services techniques relevant de la DSA procèdent à des campagnes de sensibilisation pour faire face à ces pratiques qui affectent la qualité du produit et son rendement.

Pour rappel, la wilaya de Tlemccen a bénéficié, depuis la saison agricole écoulée, d'un programme de plantation de 20.000 hectares d'oliviers, dans le cadre du programme national visant la plantation d'un million d'hectares de ces arbres au cours du plan quinquennal 2010-2014. Cette opération est menée par la direction des services agricoles en coordination avec la conservation des forêts où l'Etat prend en charge, au titre du Fonds national d'investissement agricole, les coûts de chaque arbuste à hauteur de 150 DA et contribue à l'accès aux engrais pour améliorer la production à 20 %.

APS

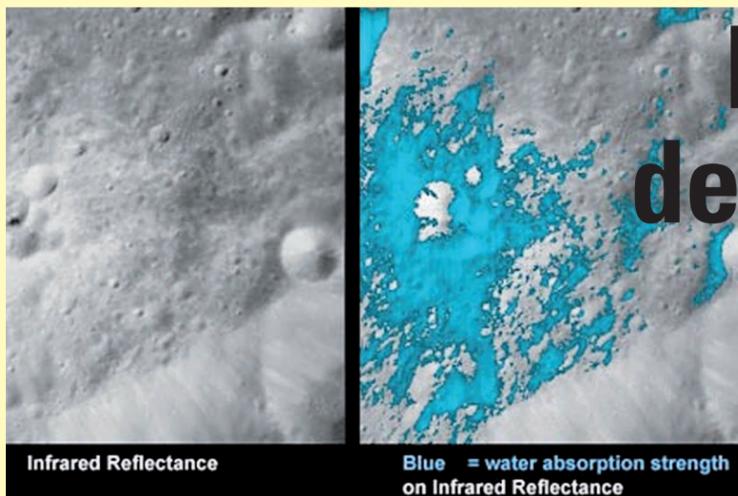
LE MAROC INVITÉ D'HONNEUR DU 7^e SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE D'ALGER

OLEICULTURE ET CÉRÉALICULTURE AU CŒUR DES DÉBATS

Page 12



RESSOURCES EN EAU



La Nasa au secours de la coopération arabe

Page 13

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la disponibilité d'eau est un enjeu vital au cœur de la croissance et de l'agriculture.

LE MAROC INVITÉ D'HONNEUR DU 7e SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE D'ALGER

Oléiculture et céréaliculture au cœur des débats

Alger abrite la 7e édition du Salon international de l'agriculture Agroexpo, à partir d'aujourd'hui et ce, jusqu'au 24 du mois. Le Maroc est l'invité d'honneur de cette édition. Une délégation de 150 professionnels dans la filière agricole, conduite par le ministre marocain de l'Agriculture, Aziz Akhennouch, prendra part à un Forum algéro-marocain prévu en marge du salon. Le Maroc sera représenté par 30 exposants.

PAR TASSADIT LEFKIR

Plusieurs accords seront également signés entre les opérateurs nationaux et marocains. Il s'agit, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, invité vendredi de la Chaîne I de la Radio nationale, d'un accord sur l'apiculture et d'un autre sur les organisations interprofessionnelles. Plusieurs autres accords seront conclus avec des partenaires français, espagnols et italiens, a ajouté le ministre tout en expliquant que ces actions ont pour but de développer et d'augmenter les capacités des acteurs dans le domaine de l'agriculture.

Pour ce qui est de la position de l'Algérie par rapport aux voisins tunisien et marocains en matière de production agricole, le ministre n'a pas nié le retard accusé par le pays en matière de production céréalière. «Pour ce qui est des viandes et de la pomme de terre, nous sommes en bonne position par rapport à nos voisins. Même situation pour les crédits. Concernant l'utilisation des engrais et des machines, on accuse un retard. Du côté des céréales, il faut qu'on améliore notre rendement pour atteindre celui du Maroc. C'est la même situation pour l'oléiculture et certains légumes», a-t-il déclaré en précisant que cette situation est due à la non exploitation de toutes les capacités nationales. Une situation qui n'aura pas à durer puisque «nous avons réglé le problème des contrats des terres agricoles auquel était confrontés les agricul-



teurs», a précisé Benaïssa qui promet de sévir, dans le cadre de la loi, contre les propriétaires privés qui ne cultivent pas leurs terres. «Il s'agit de la sécurité alimentaire des pays», a-t-il précisé.

La 7e édition de l'Agroexpo accueillera quelque 200 exposants avec une participation étrangère de 18 pays.

Cette manifestation professionnelle se tient «dans la continuité de la consolidation de la politique du Renouveau agricole et rural», mise en œuvre en 2008. Il s'agit aussi, selon Benaïssa, de permettre aux professionnels nationaux de se frotter à leurs homologues de par le monde, chose qui leur permettra d'être à la page de ce qui se fait ailleurs.

Le salon est aussi une occasion pour vulgariser les grands chantiers de modernisation de l'agriculture algérienne à la faveur des mesures incitatives visant l'intensification de la production, la régulation du marché des produits agricoles, l'organisation de l'interprofession, la réalisation de programmes de recherche et développement, la formation des acteurs du secteur et la résolution du problème du foncier agricole. L'édition de cette année «va mettre l'accent sur le développement du partenariat intermaghrébin, les pays de la région ayant des enjeux communs». Le salon réserve aussi un pavillon à la participation

espagnole, qui va drainer 10 exposants. Les autres participants viendront notamment de Russie, de France, d'Italie, de Chypre, d'Argentine, du Pérou, du Brésil, de Chine, de Tunisie et d'Égypte. Pour les organisateurs, ce salon «devient de plus en plus attractif» eu égard à la politique du Renouveau agricole et rural, «qui commence à donner des résultats palpables sur le terrain». C'est une occasion également de promouvoir l'exportation des produits agricoles algériens notamment envers l'Italie, la France et l'Espagne.

En parallèle à l'exposition d'équipement de production, de machinisme et de services agricoles, des forums et conférences-débat seront animés par des experts nationaux et étrangers.

Un forum sur la filière fruits et légumes est programmé pour le deuxième jour du salon durant lequel les professionnels vont mettre l'accent sur les perspectives de développement de cette filière. Pour répondre au défi de la modernisation de l'agriculture et l'amélioration des rendements, le salon Agroexpo a maintenu le Forum professionnel de la santé et de la nutrition végétale (Phytofert).

Ce forum débattre de la maîtrise des itinéraires techniques de production dans la filière céréale en vue de répondre aux enjeux de la sécurité alimentaire. Les problèmes de la filière oléicole en Algérie, liés notamment au traitement phytosanitaire, à la qualité, à la certification et labellisation, seront débattus lors d'un forum dédié à l'oléiculture. L'irrigation n'est pas en reste, puisque le salon prévoit un Forum de l'eau et l'agriculture pour débattre de la problématique de l'optimisation de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.

T. L.

Médicaments remboursables : 20 produits ajoutés

1.420 dénominations commerciales internationales (DCI), soit 4.500 marques sur les 5.000 enregistrées, constituent le contenu de la liste actuelle des médicaments remboursables. Un arrêté, modifiant et complétant l'arrêté du 6 mars 2008 fixant la liste des médicaments remboursables par la Sécurité sociale, a été signé par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh.

Ce nouveau texte modifie et complète la liste des médicaments remboursables par les organismes de Sécurité sociale. Parmi les nouveaux produits remboursables, on cite, notamment, l'insuline Lispro 25 et 50%, l'insuline Lispro Protamine 50 et 75% et l'insuline Glulisine. De nouveaux anti-infectieux sont aussi concernés par le remboursement.

Il s'agit de l'Ofloxacin et de l'Azithromycine, commercialisés sous forme dihydratée. C'est aussi le cas du Gadopentate et du Dimeglumine, qui sont remboursables uniquement sur prescription du médecin radiologue et après accord préalable de l'organisme de Sécurité sociale. Le Gadoterate de Meglumine, le Gadodiamide et le Gadobutrol sont aussi remboursables uniquement sur prescription du médecin radiologue et après accord préalable de la CNAS.

L'Ondansetron (motricité digestive) est remboursable uniquement sur prescription des services hospitaliers spécialisés prenant en charge les patients souffrant de cancer.

Pour l'indication insuffisance cardiaque, le remboursement des Bêtabloquants n'intervient que sur prescription initiale hospitalière d'un médecin spécialiste en cardiologie et en renouvellement de la prescription initiale sur prescription de tout médecin spécialiste en cardiologie. L'acide acétylsalicylique est remboursable uniquement sur prescription des médecins spécialistes en cardiologie, en chirurgie cardiovasculaire et en médecine interne.



Dans toutes ces situations, le remboursement ne peut être accordé au-delà de 12 mois de traitement sans accord préalable de l'organisme de Sécurité sociale. Le Desopressine est remboursable uniquement pour les traitements du diabète insipide, de l'énurésie nocturne chez l'enfant de plus de 6 ans, avec accord préalable de l'organisme de Sécurité sociale pour le remboursement au-delà de 3 mois de traitement consécutifs.

Pour les antibiotiques, le Cefixime est remboursable dans les surinfections bactériennes des bronchites aiguës, exacerbations des bronchites chroniques et pneumopathies.

Il est remboursé sur prescription hospitalière pour les seuls cas sévères ou à risque de complications ayant été hospitalisés, sinusites et otites aiguës, après échec d'une antibiothérapie de première et deuxième intentions, pyélonéphrites aiguës sans uropathie, infections urinaires basses compliquées ou non, après échec d'une antibiothérapie de première intention ou sur preuve du profil de sensibilité et de résistance bactériologique (antibiogramme).

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la disponibilité d'eau douce est un enjeu vital au cœur de la croissance et de l'agriculture.

La pénurie d'eau dans une grande partie de la région est un problème de plus en plus sensible. Un nouveau projet va s'appuyer sur des satellites et des outils de télédétection pour cartographier les précipitations, les sécheresses et l'évapotranspiration, en faire un suivi quasiment en temps réel et en établir les prévisions.

Essor démographique, urbanisation, hausse de l'utilisation d'eau à des fins domestiques ou industrielles : l'ensemble de ces facteurs contribuent à une pénurie d'eau croissante dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. A cela s'ajoute le changement climatique qui devrait se traduire aux dires des scientifiques par un climat de plus en plus sec : selon les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les précipitations vont diminuer de plus de 20% au cours du siècle prochain dans de nombreuses parties de la région. Et à mesure que les ressources en eau se tarissent, la compétition s'intensifiera, rendant la coopération sur certains aspects qui touchent à l'eau aussi problématique que cruciale.

Tel est le contexte du premier projet consacré au problème de l'eau et approuvé dans le cadre de la nouvelle Initiative pour le monde arabe de la Banque mondiale. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ce projet bénéficie d'un partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la NASA. Il s'appuie, en effet, sur l'utilisation des données satellitaires pour instaurer une coopération régionale dans la gestion des ressources en eau du monde arabe. Son objectif est d'amener les dirigeants de la région à travailler ensemble, sur des objectifs partagés et à partir d'informations communes.

«Ce projet va permettre de disposer des données nécessaires pour répondre aux questions des agriculteurs, les urbanistes ou les ministres du monde arabe se posent tous les jours : sur la quantité d'eau que j'utilise dans mon champ, quelle est la proportion qui se perd à cause de l'évapotranspiration et quel est l'impact de ce phénomène sur mes cultures ? Quelles sont les villes qui sont menacées par des crues extrêmes ?», explique Claire Kfoury, spécialiste senior des questions d'approvisionnement en eau à la Banque mondiale. «Grâce à ces outils et aux données qu'ils recueillent, il sera possible de prendre des décisions plus éclairées sur la gestion quotidienne de l'eau et des activités agricoles.»

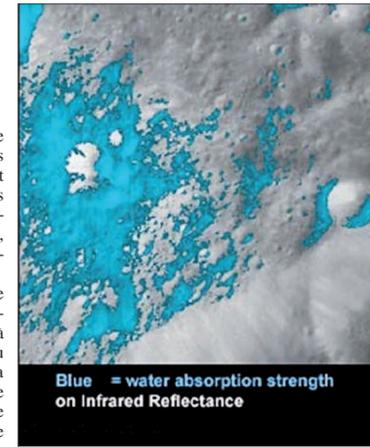
«C'est une opportunité formidable pour les pays concernés», renchérit Shahid Habib, de la NASA. «Ils vont pouvoir travailler ensemble et mettre en commun leur expérience et leurs observations.»

Cartographeur l'information sur l'eau par satellite

Bientôt, des satellites postés au-dessus de la Jordanie, de la Tunisie, du Maroc et du Liban vont détecter et mesurer les niveaux d'eau dans les réservoirs et les rivières, ainsi que les régimes pluviométriques et l'humidité des sols. Grâce à ce nouveau moyen d'observation des systèmes hydrographiques, les autorités pourront suivre par satellite les situations de sécheresse ou d'inondation à

RESSOURCES EN EAU

La Nasa au secours de la coopération arabe



l'échelle locale et régionale, surveiller l'évaporation à la surface des lacs et des retenues d'eau et même estimer les ressources hydriques à venir ainsi que l'état et le rendement des cultures.

Les données relatives à l'eau étaient jusqu'ici mesurées manuellement sur le terrain, ces opérations présentant un coût souvent important et l'inconvénient d'être peu maniables et difficilement vérifiables. Ce qu'offrent aujourd'hui les images satellite, c'est une visualisation unique, au-delà des chaînes de montagnes et des frontières, et quasi instantanée.

A l'instar des autres grandes agences spatiales, la NASA dispose d'un large éventail de satellites d'observation terrestre, dont beaucoup gravitent autour du globe depuis plusieurs décennies. Une grande partie des données collectées étant archivée, les scientifiques et les spécialistes de l'eau peuvent remonter dans le temps pour établir un historique des informations relatives à l'eau. Cet historique rendra compte des régimes pluviométriques, entre autres facteurs environnementaux, et donnera une idée de ce que réserve l'avenir dans ce domaine. Autant d'informations qui peuvent être exploitées de différentes manières, pour différents objectifs. «Par exemple, le Liban pourra utiliser les données sur l'évolution des températures pour mesurer les effets sur la fonte des neiges. La Jordanie, de son côté, tirera parti des mêmes informations pour calculer l'impact sur l'irrigation», explique Claire Kfoury.

Toute gestion des ressources commence par une évaluation de l'existant. Pendant des siècles, on a recueilli les informations sur l'eau à partir du sol, selon des procédés souvent coûteux et peu fiables, voire inexistantes dans bien des régions du monde. C'est pourquoi les données provenant de l'espace ont une valeur inestimable. «Ces observations apportent une multitude d'informations précieuses pour la cartographie et la correction des modèles de prévisions existants. Cela permet aussi de combler les lacunes d'observation», précise Shahid Habib.

«Le projet permettra aux pays participants de travailler à partir d'une base de données commune, ce qui créera un environnement propice à une meilleure coopération. C'est précisément pour catalyser ce type de programme que l'Initiative pour le monde arabe a été lancée», se félicite Jonathan Walters, directeur de la stratégie et des programmes régionaux à la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Des acteurs réunis pour préciser leurs objectifs et domaines d'intérêt

Du 19 au 21 octobre 2011, la réunion technique des parties prenantes au projet du FEM a rassemblé une vingtaine de représentants des centres de télédétection et des ministères de l'eau de plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que des spécialistes de la Banque mondiale, de la NASA, du Centre international d'agriculture biosaline (ICBA) et de l'USAID. Des prévisions de crue ou de sécheresse aux estimations sur la reconstitution des nappes souterraines, la réunion a permis à chaque pays de préciser davantage ses domaines d'intérêt.

Elle a également porté sur plusieurs aspects du projet concernant notamment les outils et les méthodes de la NASA (en matière de suivi du changement climatique et de cartographie des inondations et des sécheresses), les expériences disponibles et les enseignements à en tirer, la conception du projet et son calendrier, ainsi que la coopération régionale. Au fur et à mesure de son développement, le projet dotera différents pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord d'outils et de connaissances qui leur permettront de gérer leurs pénuries d'eau.

En Jordanie, la surveillance par satellite va chercher à détecter les zones sujettes à la sécheresse, actuellement et dans le passé. En procédant à une analyse détaillée, les experts pourront également y prévoir les précipitations à venir, ce qui permettra aux populations concernées de mieux se préparer et se prémunir, et de protéger leurs cultures et leurs animaux.

Le Liban va utiliser les données satellite pour surveiller l'impact du réchauffement climatique et de la baisse de la pluviométrie sur la couverture neigeuse. Les prévisions d'enneigement, lorsqu'elles sont effectuées suffisamment tôt, permettent de se faire une idée de l'évolution du niveau d'eau dans les sources, les cours d'eau et les aquifères.

Cette nouvelle approche aidera à anticiper les sécheresses ainsi que les feux de forêt d'origine naturelle en mesurant la chaleur au sol à partir des images satellite.

Depuis 40 ans, le changement climatique au Maroc se traduit par des températures supérieures à la moyenne, et des précipitations inférieures. Sauf inversion de cette tendance, les scientifiques y redoutent de graves sécheresses. Grâce à l'utilisation de l'imagerie par satellite, il sera possible de cartographier ces évolutions potentielles et leur impact. Les images satellitaires peuvent également assurer le suivi des facteurs environnementaux favorisant la prolifération des criquets et aider ainsi les agriculteurs installés dans les aires de reproduction à se préparer aux attaques de cet insecte dévastateur pour les cultures.

En Tunisie, des satellites capables de mesurer les variations de la quantité d'eau dans les grandes zones aquifères permettront de dresser un bilan de l'impact de l'agriculture sur les nappes souterraines. Lorsque l'Égypte se joindra au projet, elle bénéficiera des nouveaux logiciels de cartographie permettant de suivre l'évolution des précipitations et des températures annuelles dans le temps. Ces logiciels réaliseront des projections de l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau et sur l'irrigation dans le delta fertile du Nil. Les modèles localiseront les régions du pays qui sont les plus sensibles aux effets des changements climatiques, et plus susceptibles que les autres de souffrir d'inondations et de sécheresses.

Récession : un risque réel à ne pas dramatiser

Oui, les marchés boursiers ont chuté. Oui, l'activité stagne ou diminue. Oui, on est face à trois grands risques : la crise de la dette souveraine, la faiblesse du secteur financier et le marasme de l'économie mondiale. Mais ne nous laissons pas impressionner.

Il est probable que la France et la zone euro dans son ensemble sont déjà entrées en récession cet automne. Les économistes le prévoient depuis plusieurs mois et les médias commencent à en parler. Les uns et les autres s'influencent d'ailleurs mutuellement: un des instruments utilisés par les spécialistes pour mesurer la confiance des acteurs de l'économie est la fréquence d'utilisation du mot récession dans la presse...

Mais le même terme de «récession» peut servir à décrire des situations très différentes. Ne nous laissons pas impression-

ner et regardons la réalité d'un peu plus près. Certains indices, il faut le reconnaître, sont franchement inquiétants, à commencer par la rechute des marchés boursiers cet été, qui ont certes vigoureusement remonté en octobre mais n'ont pas pu être stabilisés. Il faut toutefois se souvenir de ce que disait le grand économiste américain Paul Samuelson en 1966 : «*Le marché des actions a prédit neuf des cinq dernières récessions.*»

Indéniablement, les événements de ces derniers mois ont eu des répercussions fortes sur les indices boursiers de tous les continents et ce qui se passe en Bourse peut être de mauvais augure pour l'économie réelle. Que ce soit sur le continent américain ou en Asie, on s'inquiète de la tournure prise par la crise de la dette souveraine en Europe. Mais les marchés financiers peuvent facilement se retourner; on ne peut déduire des cours boursiers l'évolution future du PIB d'un pays.

Autour de zéro, on peut raisonnablement estimer que, dans l'Hexagone, la croissance est retombée autour de zéro et a certainement laissé la place à un recul de l'activité. L'Insee, en annonçant une croissance zéro pour le quatrième trimestre laissait la place à cette éventualité: compte tenu de la marge d'erreur que l'institut s'accorde pour ses prévisions, le chiffre qui sera effectivement annoncé peut se situer entre - 0,2% et +0,2%. La Banque de France vient elle aussi d'annoncer une croissance zéro pour ce trimestre (elle préfère employer le terme plus neutre de «stabilité»).

Mais d'autres économistes, américains notamment, annoncent des chiffres négatifs allant jusqu'à - 0,3%, avec la possibilité de chiffres de cet ordre dans les premiers mois de 2012, ce qui ferait une récession en bonne et due forme (au moins deux trimestres négatifs consécutifs).

Un tel scénario à l'échelle de l'Europe n'est plus du tout exclu aujourd'hui. Mario Draghi l'a déclaré lors la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue de son premier conseil des gouverneurs en tant que président de la Banque centrale européenne: les dirigeants de la BCE observent «une croissance lente qui s'achemine vers une récession modérée d'ici la fin de l'année». Dans ce contexte, ajoute-t-il, «une sensible révision à la baisse des prévisions et des projections de la croissance réelle moyenne du PIB en 2012» paraît «très probable».

La Commission européenne partage ce point de vue. Elle vient de ramener sa prévision de croissance à 0,5% pour la zone euro en 2012 (0,6% pour la France). Olli Rehn, vice-président de la Commission en charge des Affaires économiques et monétaires prévient:

«*La croissance s'est arrêtée en Europe et nous pourrions connaître une nouvelle phase de récession.*»

Des risques d'aller plus bas... ou plus haut. Faut-il pour autant dramatiser la situation ? A Bruxelles, on préfère tenir un discours équilibré. Les prévisions publiées



le 10 novembre peuvent être encore abaissées, car trois grands risques demeurent: la crise de la dette souveraine, la faiblesse du secteur financier et enfin le marasme de l'économie mondiale. A l'opposé, une évolution plus favorable que celle qui est envisagée aujourd'hui n'est pas à exclure. Un retour plus rapide que prévu de la confiance pourrait stimuler l'investissement des entreprises et la consommation des ménages; une amélioration de la situation extérieure, autrement dit une reprise de l'économie mondiale, pourrait permettre un redémarrage des exportations et enfin l'économie pourrait profiter de la baisse du prix des matières premières.

Sur les deux derniers points, la tendance est plutôt favorable: en trois mois, de fin juillet à fin octobre, les prix des matières premières (hors énergie) importées par la France ont reculé de 10,6% dans leur monnaie de facturation et le prix du pétrole s'est un peu détendu, avec un recul de 6,9% en dollars et de 3,1% en euros. Quant à la conjoncture internationale, en dehors des interrogations sur le niveau de la demande en Europe, elle est plutôt moins défavorable qu'on ne pouvait le craindre.

Pas de rechute aux États-Unis

La situation des États-Unis est loin d'être excellente: les finances publiques sont dans un état plus déplorable que celles de la zone euro (avec une dette publique que l'on peut estimer pour 2011 à près de 100% du PIB contre 88% pour la zone euro) et l'immobilier, qui a été au point de départ de la crise financière, n'est pas encore sorti de l'ornière.

Mais, après une croissance très faible de 0,4% (en rythme annualisé) au premier

trimestre qui avait fait craindre un «double dip» (une rechute), le PIB a progressé de 1,3% au deuxième et de 2,5% au troisième. Quant à la situation de l'emploi, elle reste préoccupante, mais s'améliore doucement, avec un taux de chômage revenu à 9% de la population active en octobre contre 9,7% en octobre 2010 et 10,1% en octobre 2009.

Autre bonne nouvelle : l'évolution dans les pays émergents. Tandis que les pays avancés donnaient un tour de vis budgétaire pour lutter contre les déficits, ils resserraient leur politique monétaire pour calmer l'inflation et éviter la surchauffe. Ainsi tout le monde freinait en même temps et on pouvait légitimement avoir des inquiétudes pour la croissance mondiale. Avant même que l'inflation ne ralentisse, la Banque du Brésil, soucieuse d'éviter un fléchissement trop marqué de l'activité, a commencé à baisser ses taux cet été. Elle a eu raison : après avoir atteint un pic en septembre à 7,3% (sur un an), la hausse des prix est revenue à 6,9% en octobre et se rapproche de l'objectif-plafond fixé par la banque centrale (6,5%). De même, en Chine, la hausse des prix est revenue en octobre de 6,1% à 5,5%. Globalement, on peut penser qu'on arrive à la fin de la période de resserrement des politiques monétaires. Bref, les prochains mois risquent d'être difficiles en Europe, mais, en matière de catastrophes, tout ce qui pouvait être annoncé l'a été et, s'il doit y avoir des surprises, c'est plutôt dans le bon sens. Enfin, comme le soulignent certains économistes, comme ceux d'Aurel BGC, les entreprises ne sont pas aujourd'hui dans la situation de sureffectifs qu'elles ont pu connaître fin 2008. Même si l'on reparle de récession, celle-ci sera moins forte et l'impact ne devrait pas être le même.

Accord sur une progression de 2% du budget de l'UE en 2012

Le budget communautaire de l'Union européenne sera porté à 129 milliards d'euros en 2012, soit une hausse de 2% conforme à l'inflation, selon l'accord trouvé samedi matin après quinze heures de négociations.

L'accord est une victoire pour les gouvernements européens qui, aux prises avec les conséquences financières de la crise de la dette dans la zone euro, rejetaient la volonté des députés européens d'accroître le budget communautaire de plus de 5% l'année prochaine.

Mais en liant la progression des moyens communautaires sur l'inflation attendue en 2012, l'Union européenne pourrait se retrouver dans l'incapacité de faire face à certaines dépenses, prévient certains responsables européens.

«*C'est à l'évidence un budget d'austérité au moment où la plupart des États membres sont au milieu d'une grave crise financière*», a relevé le commissaire européen au Budget, Janusz Lewandowski, qui avait initialement plaidé en faveur d'une augmentation de 5%.

«*Il y a à présent un risque sérieux que la Commission européenne se retrouve sans capacités financières dans le courant de l'année prochaine, et qu'elle ne soit par conséquent pas en mesure d'honorer toutes ses obligations financières à l'égard des bénéficiaires des fonds européens*», a-t-il ajouté.

Parallèlement à ce budget de 129 milliards d'euros, les gouvernements européens ont en effet autorisé, à la demande du Parlement, jusqu'à 147 milliards d'euros d'engagements sur la même période.

Or, rappelle un fonctionnaire européen, «*les engagements d'aujourd'hui sont les dépenses de demain, ils se livrent donc à petit jeu très dangereux*».

Le budget communautaire est consacré pour plus des deux tiers au financement des subventions à l'agriculture et des fonds régionaux.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA ENGAGÉ À ALGER

Le réalisateur de *Platoon* en Algérie

Cinéaste engagé, Oliver Stone est connu, à travers le monde, pour son adhésion aux causes justes et pour la défense des peuples opprimés.

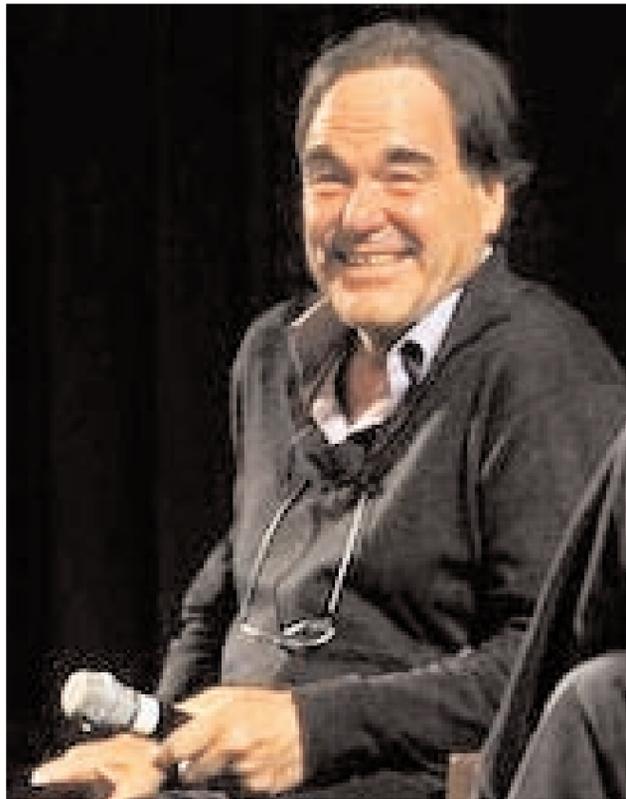
PAR DJAMEL BOUKERMA

Le célèbre cinéaste engagé américain Oliver Stone effectue une visite en Algérie à l'occasion du Festival international du cinéma engagé qui se tiendra à Alger du 29 novembre au 5 décembre 2011. Oliver Stone est l'invité de marque de cette première édition du Festival international du cinéma d'Alger dédiée au film engagé à la Cinémathèque d'Alger sous le patronage du ministère de la Culture.

N'étant malheureusement pas libre à la date du festival, il a tout de même tenu à effectuer une visite pour marquer sa solidarité. Oliver Stone a été honoré, hier, à la Cinémathèque d'Alger où a été projeté son film-documentaire *South of the border* traitant de la gauche latino-américaine. Ce film est basé, pour l'essentiel, sur des interviews des Présidents vénézuélien Hugo Chavez, brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et cubain Raul Castro. Le cinéaste compte profiter de sa visite pour rencontrer des professionnels du cinéma algérien.

Oliver Stone, né le 15 septembre n'est plus à présenter, sa carrière est particulièrement riche et ses œuvres ont toutes connu des succès retentissants. Il a remporté, au cours de sa carrière, plusieurs prix, dont deux Oscars du meilleur réalisateur pour son chef-d'œuvre *Platoon* en 1986 et *Né le 4 juillet* en 1989.

Cinéaste engagé, Oliver Stone est connu, à travers le monde, pour son adhé-



sion aux causes justes et pour la défense des peuples opprimés. Il est le réalisateur, également, de *Comandante* en 2003, de *Looking for Fidel* en 2004, des films consacrés au Président cubain Fidel Castro. Il a aussi beaucoup traité les conflits en Amérique centrale. Homme de toutes les causes justes, il a consacré à la cause palestinienne et au défunt Yasser Arafat le film-documentaire *Persona non grata*. Oliver Stone reste dans l'esprit des cinéphiles celui qui n'a jamais changé

d'un iota son engagement aux côtés de tous les peuples opprimés. Lors de la conférence animée, samedi, à la salle Ibn Zeidoun il a tenu à rendre un vibrant hommage aux Algériens, à leur Révolution, à leur engagement. Il a avoué apprécier le cinéma algérien engagé qu'il a pu découvrir en France.

Oliver Stone n'a pas manqué d'exprimer son soutien au mouvement "Occupy Wall Street-Occupons Wall street", mouvement des « Indignés » mené contre la haute finance. Il estime néanmoins que la contestation "devrait se tenir à Washington et non pas à New York, pour avoir plus d'impact" et pouvoir "exercer des pressions (efficaces) sur les politiques" afin d'aboutir à l'assainissement du système financier et bancaire américain, à l'origine, depuis 2008, de crises financières qui se sont étendues, depuis, à d'autres parties du monde.

Concernant l'Histoire algérienne, Oliver Stone a avoué ceci :

« Je ne connais pas beaucoup de choses sur l'Algérie sauf l'histoire que j'ai lu c'est le pays de «La bataille d'Alger», et le premier à être décolonisé (...) j'admire l'esprit d'indépendance que vous avez ». Une chose est sûre c'est que cette visite restera un grand moment d'émotion pour toutes les personnes éprises de liberté et pour les cinéphiles qui n'ont pas raté cette occasion, peut-être unique, d'approcher ce grand homme.

D. B.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA DANSE CONTEMPORAINE D'ALGER

Programme riche et diversifié

La troisième édition du Festival international de la danse contemporaine se tiendra du lundi 21 au 26 novembre au palais de la culture Moufdi-Zakaria d'Alger, sous le thème « Traces », initié par le ministère de la Culture. Ledit festival est une opportunité pour le public de découvrir des spectacles chorégraphiques riches et variés animés par des troupes algériennes et étrangères, ponctués par des conférences animées par des professionnels nationaux et étrangers abordant différents thèmes liés à la danse contemporaine. Des ateliers de danse seront ouverts au profit des jeunes danseurs algériens.

La danse contemporaine est devenue une culture universelle qui s'est imposée progressivement au sein du milieu juvénile en Algérie. Cette manifestation arrive à réunir un nombre impressionnant de fans à travers le monde, dont Algérie. Le secret de la danse contemporaine réside dans la facilité de transmission du message, et l'une des manières de la liberté d'expression, puisqu'elle consiste particulièrement de la promotion et les échanges entre les cultures. La danse permet de transmettre différents messages par le biais de mouve-

ments corporels. L'ouverture officielle s'est effectuée hier, alors que celle prévue au grand public, se fera aujourd'hui. Au cours de ce Festival international de danse contemporaine, plus de 170 artistes, entre chorégraphes et danseurs algériens et internationaux, seront présents pour l'animation. L'Algérie sera représentée par dix formations de danse contemporaine, alors que les compagnies étrangères sont au nombre de quinze, issus d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe. Les troupes étrangères présentes au Festival de la danse sont : Tegueré danse du Burkina Faso, Waato Siita du Sénégal, la compagnie de danse Hallet Eghayen en France, Berb retour kollektiv de Suisse, Pénélope Laurent Noye et Léo Maurel de Bruxelles, Malchrowicz grip duo de Suède, le ballet Arabesque de Bulgarie), le Groupe oriental de danse et théâtre de Palestine, Nexus of folklore theatre de Jordanie, Shilpadhipathy dance ensemble de Sri Lanka, Ugarit dance bande de Syrie, Mexican dance contemporary group du Mexique, Istanbul state opera et ballet de Turquie, Russian dance contemporary group de Russie, La troupe marocaine de



danse dramatique du Maroc. Les spectacles chorégraphiques sont programmés quotidiennement à 17 h, alors que les conférences thématiques, qui seront animées par des chorégraphes et professeurs de danses, nationaux et étrangers, se tiendront chaque jour à 10 h.

Les amateurs de danse contemporaine auront l'opportunité de découvrir de nouvelles techniques de danse et pourront participer à des ateliers de danse.

D. B.

TLEMCCEN

«De terre et d'argile» ouvre le bal à Koudia

L'exposition internationale "De terre et d'argile", ouverte samedi dernier à Tlemccen, a pour objectif de faire découvrir les architectures de terre au grand public.

Organisée dans le cadre de la manifestation "Tlemccen, capitale de la culture islamique 2011", cette exposition se tient au palais des expositions de Koudia, en présence des responsables du ministère de la Culture et de nombreux architectes et hommes de culture. Cette manifestation, prévue jusqu'au 7 janvier prochain et qui vient après celle intitulée "Terres d'Afrique" réalisée dans le cadre du Festival culturel panafricain d'Alger en 2009 par le ministère de la Culture, vise, selon la commissaire de cette exposition Yasmine Terki, à faire découvrir les architectures de terre au grand public, de sensibiliser sur l'importance du patrimoine algérien bâti en terre et à la nécessité de le préserver. Le public peut en parcourant cette exposition, qui enregistre la participation d'artisans d'Algérie, du Burkina Faso, du Ghana, de Maurétanie, du Niger, de France et du Portugal, découvrir des jarres réalisées en terre crue, le dégradé de couleurs du sable, une vingtaine en tout, mettant en évidence l'immense variété des terres rapportées l'APS. Sur une superficie couvrant 1.400 m², cette exposition est organisée en quatre étapes et mise en scène dans quatre sous-espaces dont chacun aborde un thème spécifique, en l'occurrence l'universalité des architectures de terre comportant l'inventaire des sites bâtis en terre et inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et des photographies d'architectures situées sur tous les continents. Le second thème est relatif à la diversité des architectures des terres et permet au visiteur d'apprendre que les techniques traditionnelles de construction en terre sont diverses et variées alors que le troisième thème traitera de la modernité des architectures de terre et vise à montrer que les architectures de terre ne sont ni des architectures dépassées encore moins des architectures de pauvres, a-t-on expliqué.

Par ailleurs, le quatrième thème aborde les ksours protégés d'Algérie, entre terre et pierre. Le public aura donc l'opportunité de découvrir une sélection de photographies aériennes et terrestres de 13 ksours réalisés par Kays Djilali dans le cadre de deux campagnes photographiques organisées par le ministère de la Culture en 2009 et 2011, afin d'enrichir le fonds photographique "ksours protégés d'Algérie".

Cette manifestation internationale offre également aux visiteurs deux espaces devant leur permettre d'approfondir leurs connaissances sur le thème des architectures de terre. Il s'agit d'une salle de projection de films documentaires traitant de ce sujet et une salle de lecture dans laquelle une sélection d'environ 300 ouvrages relatifs aux architectures de terre et au patrimoine sera présentée au public.

La commissaire de cette exposition, une architecte spécialisée dans les sites et monuments historiques, a indiqué, dans un point de presse organisé en marge de l'exposition, que les architectures de terre "ne sont pas une spécificité africaine ou du monde sous-développé et restent présentes dans toutes les régions du monde", avant de signaler que la ville de Tombouctou (Mali) est bâtie en terre et nombreux ignorent que des parties importantes de l'Alhambra en Espagne ou de la grande muraille de Chine le sont également. Cette exposition se veut une contribution pour "lever le voile sur ces architectures intemporelles, fascinantes de beauté et d'ingéniosité et pourtant méconnues", a-t-elle conclu.

R. C.

LES OLYMPIQUES DÈS AUJOURD'HUI AU MAROC

L'heure de vérité approche

La sélection algérienne olympique de football se rendra, aujourd'hui, au Maroc où elle participera au tournoi final, prévu dans ce pays du 26 novembre au 10 décembre prochain, et qualificatif aux jeux Olympiques de Londres 2012.

PAR MOURAD SALHI

L'heure de vérité approche à grands pas pour les Olympiques algériens sous la houlette de l'entraîneur national Azzedine Aït Djoudi. L'équipe nationale des U23, qui a bouclé sa série de stages bloqués par deux matches amicaux face à son homologue de l'Afrique du Sud est, selon son premier responsable technique, fin prête pour réaliser un bon résultat lors de ce rendez-vous africain très important. «A quelques jours seulement du début de cette joute africaine, je peux rassurer que le groupe est prêt pour cette importante compétition. Tout a été mis à notre disposition ; maintenant la balle est dans notre camp», a indiqué le coach national. Azzedine Aït Djoudi a fait appel à 21 joueurs dont 4 évoluent à l'étranger pour prendre par à ce rendez-vous. Après



avoir pris part à la 9e journée du championnat national de Ligue 1, disputée samedi passé, le sélectionneur national a regroupé, hier, son groupe au centre de Sidi Moussa avant de s'envoler au Maroc. L'Algérie qui figure dans le groupe A aux côtés des sélections du Nigeria, du Sénégal et du pays hôte, le Maroc, devrait effectuer à partir de demain quelques séances d'entraînements. Une belle occasion

pour le coach national, Azzedine Aït Djoudi pour corriger les lacunes relevées lors des dernières sorties avant d'affronter samedi prochain le Sénégal. Concernant les adversaires de l'Algérie lors de cette compétition, Azzedine Aït Djoudi confirme qu'il ne donne pas d'importance à ce volet : «Je ne veux pas me focaliser sur l'adversaire, ce qui m'intéresse le plus ce sont mes joueurs, qui devront être

décisifs lors de ce premier match», a-t-il dit. Le sélectionneur national, à travers son discours, veut gagner sa première sortie, qui lui donnera plus de confiance pour espérer mieux dans cette compétition. «Le moral des joueurs est au beau fixe, confirme-t-il, maintenant, nous allons continuer à travailler avec plus de rigueur et de volonté pour atteindre notre objectif qui est la qualification pour les jeux Olympiques de Londres. Nous allons faire le maximum pour que le drapeau algérien flotte à Londres. Je suis serein et confiant» a-t-il ajouté

Il est utile à rappeler que sur les huit équipes qui prendront part à ce tournoi, trois seulement seront qualifiées et la quatrième jouera un match barrage contre une équipe de l'Asie.

M. S.

AOMAR HAMENAD RASSURE :

«Aucun blessé n'est à déplorer durant la journée de samedi»

L'entraîneur adjoint de la sélection nationale olympique de football, Aomar Hamenad, a indiqué dimanche qu'aucun "joueur blessé n'est à déplorer" durant la journée de samedi, qui a vu le déroulement respectivement des 9e et 11e journées des championnats de Ligue 1 et 2. "Dieu merci, rien n'a été signalé, et on ne déplore aucun joueur blessé de la sélection olympique durant la journée de samedi. Les joueurs seront en regroupement au centre national de Sidi Moussa dès ce matin", a indiqué à l'APS Hamenad, qui est également entraîneur des

gardiens de but. L'équipe olympique sera en regroupement dimanche, pour s'envoler aujourd'hui après-midi à bord d'un avion spécial pour Tanger (Maroc), en vue du tournoi final qualificatif aux Jeux Olympiques-2012 de Londres, prévu du 26 novembre au 10 décembre. Toutefois, l'attaquant du MC Oran, Sid-Ahmed Aouadj et le milieu de l'USM Blida, Belkhit Mokhtar, ont dû céder leur place au cours du jeu, pour cause de légères blessures. "Ces deux joueurs seront bel et bien avec le groupe qui effectuera le voyage au Maroc, ils ont préféré sortir par pré-

caution et pour ne pas prendre de risques" a-t-il ajouté, précisant que les joueurs évoluant à l'étranger rejoindront le reste du groupe. Il estime que les joueurs sont conscients de la mission qui les attend au Maroc, avec l'objectif d'arracher une qualification historique aux JO. "Nous allons jouer nos chances à fond, et essayer d'arracher une qualification aux prochains jeux Olympiques, et cela en dépit de la difficulté de la mission", a-t-il affirmé, relevant la nécessité de "gagner le premier match face au Sénégal pour bien entamer le tournoi".

MC ORAN

Chérif El-Ouazzani sera reconduit à la tête de l'équipe

Le nouveau président de la SSPA-MC Oran (Ligue 1 algérienne de football), Youcef Djebbari, a rassuré que le contrat de l'entraîneur de son équipe, Si Tahar Chérif El-Ouazzani, "sera signé dès lors que les procédures administratives d'usage" les confirmant à la tête du conseil d'administration du club phare de la capitale de l'Ouest, "soient accomplies". Le président oranais, qui s'exprimait samedi soir, à l'issue de la rencontre perdue par son équipe à Saïda face au Mouloudia local (2-0), a nié "un quelconque différend" entre lui et l'ancien capitaine de la sélection nationale, récemment engagé à la barre technique du MCO, en remplacement de Mohamed Henkouche. "Il n'y a aucun problème avec Chérif El Ouezzani, mais je ne peux lui signer son contrat,

tant que les procédures administratives d'usage pour officialiser ma nomination à la tête du conseil d'administration de la SSPA du club ne se soient pas encore achevées", a expliqué Djebbari.

Même s'il a coaché son équipe samedi à Saïda, Chérif El Ouezzani, dont c'était la première sortie à la barre technique des Hamraouas, pourrait jeter l'éponge plutôt que prévu, en raison de "l'ambiguïté de la situation au MCO", avait-il déclaré la veille du match.

"Je dois passer dimanche chez le notaire pour finir les procédures administratives m'offrant le droit d'émarger sur les documents officiels du club", a rassuré le président oranais. Le MCO traverse une situation très délicate depuis le début de la saison en cours. Il occupe la 15e et avant-

dernière place au classement général de la Ligue 1, avec seulement 5 points.

"C'est ce danger qui guette le club qui m'a poussé à revenir à ses commandes, d'autant que personne ne s'est manifesté pour le reprendre. Il est vrai, on a déjà un pied en Ligue 2, mais je mise beaucoup sur le prochain mercato pour renforcer l'effectif à même de lui permettre d'enclencher un nouveau départ", a-t-il promu.

Le club phare de la capitale de l'Ouest algérien est à son quatrième entraîneur, depuis l'intersaison. Le Français Alain Michel, le Palestinien Hadj Mansour et Mohamed Henkouche, ont défilé à la barre technique des Rouge et Blanc, avant de faire appel, la semaine dernière, à Chérif El Ouezzani, rappelle-t-on.

MERCATO D'HIVER

Djamel Menad envisage de reprendre du service

Djamel Menad, l'ex-entraîneur de la JSM Béjaïa, envisage de reprendre service à la barre technique de l'une des formations algériennes, "dès le prochain mercato", a-t-on appris, dimanche, auprès de l'intéressé. "J'avais l'intention de passer une saison sabbatique, car je voulais prendre un peu de recul pour régler des affaires personnelles, mais, maintenant, je n'écarte pas l'idée de renouer avec les terrains dès le prochain mercato", a déclaré, à l'APS, l'ancien buteur des Verts. Ayant quitté la JSMB, quelques mois avant la fin de la saison dernière, Menad a refusé toutes les offres reçues, durant l'intersaison, de la part de certains clubs de l'élite, à l'image du MC Alger. "Il est vrai, j'avais eu plusieurs contacts, dont celui du MCA, mais j'ai préféré m'excuser auprès des responsables des clubs qui m'avaient sollicité", a-t-il affirmé.

L'ancien joueur du FC Nîmes (France), de Belenenses et de Famalicão (Portugal), a été également pressenti pour prendre les rênes techniques de la sélection algérienne des locaux, avant que la Fédération algérienne de football (FAF) n'opte pour son ex-capitaine aux Verts, Ali Fergani. "Franchement, c'était le seul projet qui allait me faire changer d'avis pour reprendre du service plus tôt que prévu, d'autant que je me voyais bien dans la sélection des locaux, du fait que je connais pratiquement tous les joueurs du championnat", a-t-il commenté.

Et même si son départ de la JSMB date déjà de plusieurs mois, Menad est toujours réclamé par les supporters de la formation de Soummam, notamment après chaque faux pas de leur équipe. Invité à s'exprimer sur un éventuel retour à Béjaïa, Menad a préféré "tout laisser au destin", ajoutant qu'il entretient toujours "de bons rapports avec tout le monde au club", et qu'il est à chaque fois "tenté par une expérience à Béjaïa, c'est en raison des conditions de travail idéales existant sur place".

JUDO

Médaille d'or pour Soraya Haddad à Rotterdam

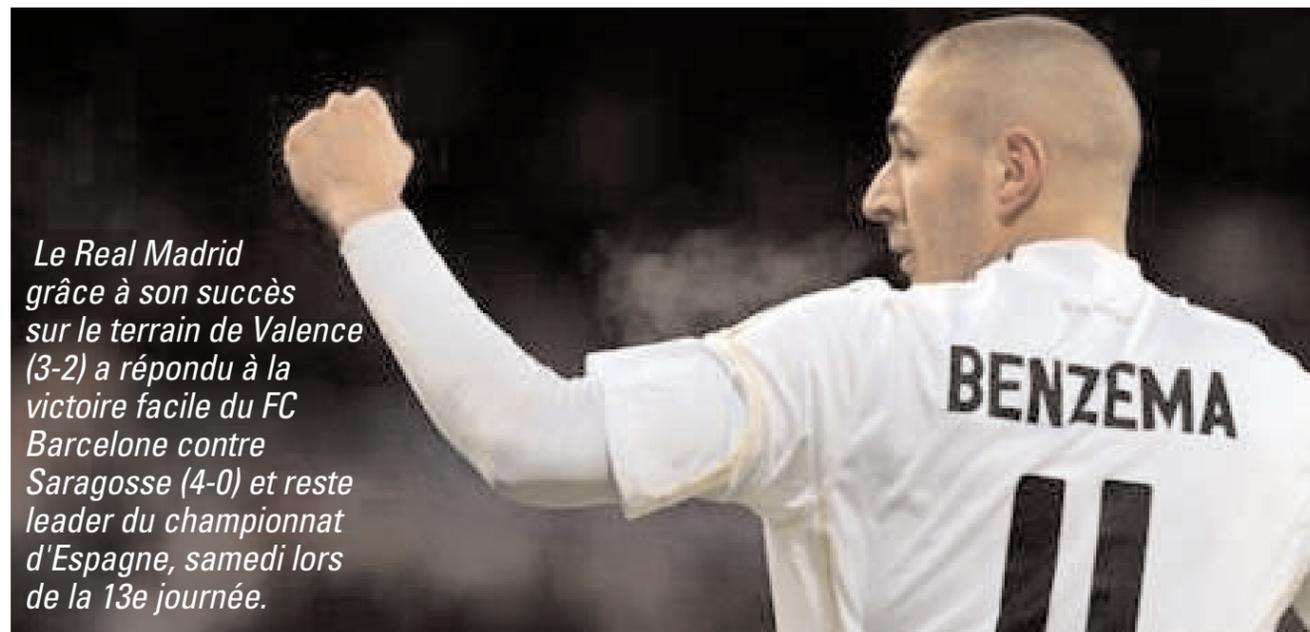
La judokate algérienne Soraya Haddad a remporté la médaille d'or au tournoi international de Rotterdam (Pays-Bas), de la catégorie de poids - 52 kg après sa victoire devant la Japonaise Hashimoto Yuki, samedi en finale de la compétition.

La Japonaise, 35e mondiale, doit se contenter de la médaille d'argent, alors que le bronze est revenue à la Britannique, Cox Sophie, et à Majlinda Kelmendi du Kosovo, engagée au nom de la Fédération internationale de judo.

Soraya Haddad, 13e mondiale, s'était imposée en demi-finale devant la Chinoise Ma Yingnan sur un yuko et en quart de finale face à la Luxembourgeoise Muller Marie, rappelle-t-on. Muller a été battue sur ippon au bout de 3 min 57 sec de combat. Avant d'envoyer définitivement au tapis la Luxembourgeoise, Haddad avait déjà à son actif deux yuko.

ESPAGNE

Le Real Madrid, chaud devant !



Le Real Madrid grâce à son succès sur le terrain de Valence (3-2) a répondu à la victoire facile du FC Barcelone contre Saragosse (4-0) et reste leader du championnat d'Espagne, samedi lors de la 13e journée.

Le Real, qui pointe désormais à 31 points, conserve ses trois longueurs d'avance sur son poursuivant barcelonais, Valence pouvant perdre sa troisième place dimanche au profit de Levante qui se mesure à l'Atletico Madrid.

Les Merengues ont su mettre à profit leur supériorité en première période grâce à un superbe but de Benzema, avant de faire le dos rond face à un Valence beaucoup plus mordant par la suite. En fin de première période, Valence connaissait une nouvelle alerte: Benzema récupérait un ballon au milieu de terrain et glissait un excellent ballon en profondeur pour Ronaldo.

Mais Diego Alves détournait in extremis du pied la tentative du Portugais (41'). Piquée au vif, l'équipe d'Unai Emery entamait la seconde période pied au plancher, avec un Jérémy Mathieu très actif sur son côté gauche. Dominés, les hommes de Mourinho ont résisté avant d'augmenter leur avantage contre le cours du jeu, sur un corner repris victorieusement de la tête par Ramos (72').

Mais c'était sans compter sur la détermination du capitaine Soldado. Par deux fois, l'attaquant de Valence trouvait les ressources pour maintenir l'espoir en faveur de son équipe. Il réduisit d'abord le score à 2-1 d'une reprise magistrale du

droit (75'), avant de faire revenir son équipe à 3-2 (83'), effaçant par la même la grossière erreur commise quatre minutes plus tôt par son gardien Diego Alves, sorti inopportunistement en dehors de ses cages et puni par Ronaldo (3-1, 79'). Le FC Barcelone s'est lui facilement imposé (4-0) à domicile face à Saragosse. Fidèles à leur habitude, les Barcelonais ont monopolisé le ballon, les buts arrivant par Piqué (18'), Messi (43'), Puyol (54') et Villa (75').

Enfin, Villarreal, en dépit de nombreux absents, est venu à bout du Betis Séville à domicile (1-0) grâce à un but de Borja Valero (21').

ITALIE

La Lazio Rome leader

La Lazio Rome est devenue leader du Championnat d'Italie après le match nul contre Naples (0-0), dépassant l'Udinese qui joue dimanche à Parme pour la fin de la 12e journée, et l'Inter Milan s'est éloignée de la zone de relégation en dominant Cagliari (2-1), samedi.

L'AC Milan double également l'Udinese à la différence de buts, grâce à son nul à la Fiorentina (0-0), le second nul vierge d'un samedi soir un peu triste. La Juventus Turin a aussi l'occasion de dépasser la Lazio si elle bat Palerme dimanche. Mais la Lazio s'offre le plaisir de commander la Serie A au moins pour un soir. Privée de son meilleur buteur, l'Allemand Miroslav



Klose (8 buts en tout cette saison), elle a contenu défensivement le Napoli dans un match qui n'avait rien à voir avec le fantastique 4-3 de la saison dernière. L'équipe

de Walter Mazzarri stagne à 7 points de la tête (avec un match en moins), mais a peut-être gardé des cartouches pour la réception de Manchester City, mardi en Ligue des champions, décisive en vue des 8e de finale. En bas du classement, l'Inter Milan a un peu redressé sa situation précaire en s'imposant 2-1 contre Cagliari.

Le match s'est débloqué sur un but irrégulier de l'Italo-Brésilien Thiago Motta, qui a contrôlé du bras et en position de hors-jeu avant de marquer (54). Mais l'Inter a dominé tout le match et mérité son succès (deuxième but de Coutinho, 60').

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Le Club Africain jouera la finale retour avec un esprit offensif

Le Club Africain jouera la finale retour de la Coupe de la Confédération africaine de football avec "un esprit offensif" bien qu'il ait remporté le match aller (1-0) contre le MAS Fès, samedi à Radès, a assuré son entraîneur-adjoint, Lotfi Rouissi. "L'essentiel c'est d'avoir gagné sans encaisser de but. Nous jouerons le match retour avec un esprit offensif afin de marquer. La pression sera du côté marocain", a déclaré Lotfi Rouissi à l'issue de la finale aller. L'unique but du match aller a été inscrit par Alexis Mendo de dès la 7e

minute de jeu. Les Marocains ont terminé la rencontre à dix après l'exclusion de Samir Zekroumi à la 58e minute. Revenant sur la rencontre, Lotfi Rouissi a indiqué que le "but précoce n'a pas empêché la pression de rester." "Malgré le manque d'expérience de nos joueurs, nous avons essayé de garder l'initiative du jeu.

Le MAS est une excellente équipe qui a joué avec une défense avancée. Nous aurions pu marquer davantage mais on n'a pas profité de notre supériorité numérique", a-t-il ajouté. De son côté, l'entraî-



neur du MAS Fès, Rachid Taoussi, a affirmé que le but précoce d'Alexis Mendo a "surpris" son équipe. "Malgré la détermination très visible chez les Clubistes, nous sommes parvenus à créer le danger et à contenir l'adversaire.

L'expulsion de Zekroumi n'a fait que stimuler nos joueurs qui ont accentué leur pression et étaient sur le point d'égaliser. Nous avons, en même temps, essayé d'éviter une aggravation du score, en prévision du match retour à Fès" dans deux semaines, a-t-il poursuivi.

ALLEMAGNE

Dortmund surprend le Bayern

Le champion en titre, Dortmund, a surpris le Bayern Munich à l'Allianz Arena, en le battant 1 à 0 grâce à un but de Mario Götze samedi, pour se rapprocher à deux points du leader bavarois au classement lors de la 13e journée du Championnat d'Allemagne. Ainsi, le Bayern Munich a concédé sa première défaite toutes compétitions confondues cette saison, depuis la surprise face à Mönchengladbach (1-0) lors de la première journée de la saison. Dortmund poursuit sa remontée en enregistrant sa sixième victoire d'une série de sept matches sans défaite en Championnat. "C'est une victoire très importante mais nous avons encore deux matches capitaux à venir la semaine prochaine", a déclaré Götze après la victoire, en référence au déplacement à Chelsea, mercredi en Ligue des champions, puis la réception samedi de Schalke qui a explosé la défense de Nuremberg (4-0). Dortmund, lui, jouera l'une de ses dernières chances en C1 dans un groupe G où le club allemand figure à la 3e place avec une seule victoire acquise lors de la réception de l'Olympiakos Le Pirée.

ANGLETERRE

Arsenal ne rappelle pas Triaud

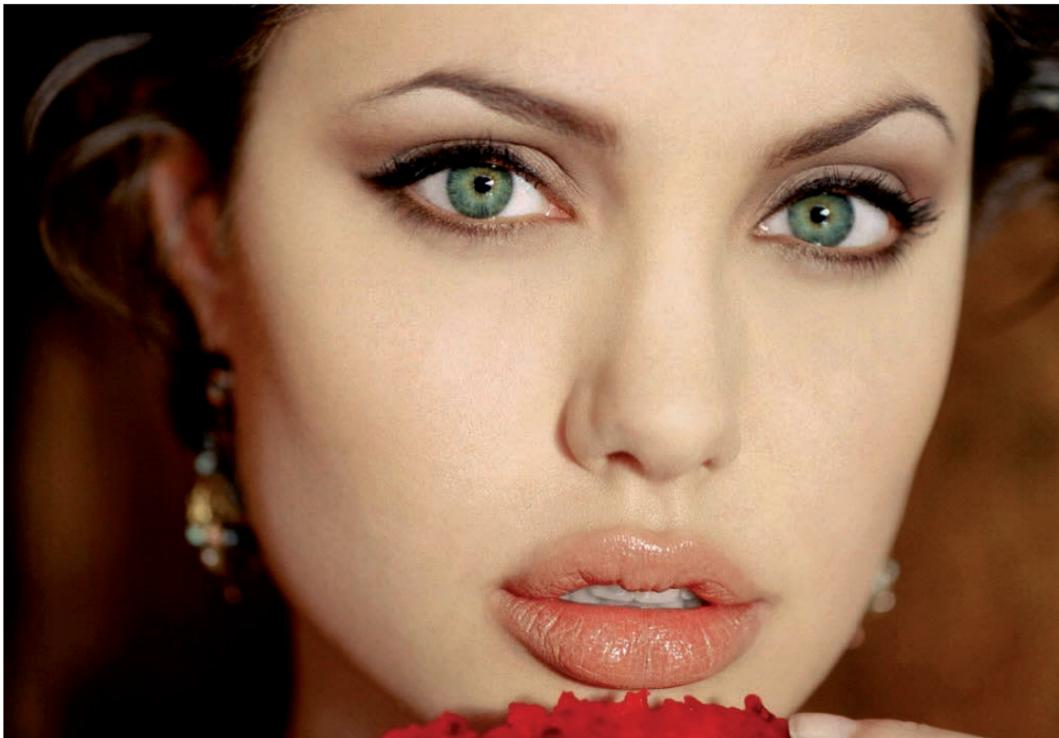
L'affaire est dans le lac a reconnu Jean-Louis Triaud, le président bordelais, interrogé sur un éventuel retour en prêt de Marouane Chamakh cet hiver en Gironde. En marge de la défaite (0-2) à Dijon, samedi, Triaud a confié qu'il avait laissé des messages téléphoniques à l'attaquant marocain d'Arsenal et à son manager Arsène Wenger, sans recevoir de réponse. Il est désormais sans illusion sur la possibilité d'arranger l'affaire. Chamakh lui-même avait insisté jeudi sur sa volonté de rester à Londres, même s'il joue très peu en ce moment avec les Gunners.

FRANCE

Si le PSG veut Taarabt...

Près de rejoindre le Paris-SG cet été mais resté à Queens Park Rangers, l'international marocain Adel Taarabt n'est plus dans les petits papiers de Neil Warnock, le manager des QPR, mécontent de son comportement. Au point qu'il verrait bien le milieu de terrain de 22 ans migrer sous d'autres cieux au mercato hivernal, en janvier prochain. Lorsqu'on lui reparle de l'intérêt parisien pour son joueur, le dirigeant anglais répond : «Si le PSG nous offre 23 millions d'euros pour Adel, je le conduirai moi-même à Paris». Taarabt avait lui-même tiré la morale de l'échec de son transfert le 23 octobre sur Canal+ en en faisant porter la responsabilité sur Leonardo, le directeur sportif du PSG.

Angelina Jolie en Gertrude Bell pour Ridley Scott

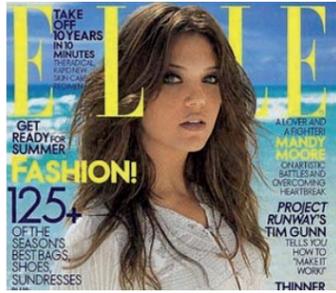


Angelina Jolie devrait se glisser dans la peau de Gertrude Bell, une analyste politique, espionne et fonctionnaire britannique, qui a vécu dans le 19^e siècle. Elle est à l'origine de la création d'un modèle administratif contemporain au Moyen-Orient. Un autre rôle sur mesure pour Angelina Jolie ! La compagne de longue de Brad Pitt a en effet été approchée pour se glisser dans la peau de cette politicienne et femme de lettre dans un biopic que prépare en ce moment Ridley Scott. Jeffrey Caine, auquel on doit «GoldenEye» et «The Constant Gardener» aurait par ailleurs été approché pour le scénario. Une année qui s'annonce chargée par Angelina Jolie. En plus de ce projet, la star américaine va présenter dans quelques semaines sa première réalisation « Dans le pays du sang et du miel », qui sera diffusé en serbo-croate. L'actrice de 36 ans est par ailleurs attachée au rôle de Kay Scarpetta dans une adaptation des livres de Patricia Cornwell, ainsi que celui de Maleficent, une adaptation développée par Disney.

ÇA S'EST PASSÉ CE JOUR

1945 Elle fait son apparition dans les kiosques

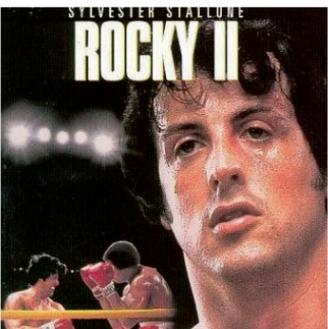
Hélène Gordon-Lazareff lance un nouveau magazine féminin : Elle. La journaliste avait précédemment travaillé aux Etats-Unis pour Marie-Claire. L'édition est hebdomadaire et compte 24 pages. Hélène Gordon-Lazareff sera la première à introduire la photo couleur dans un magazine français.



Ce magazine féminin très novateur, fondé par Hélène Lazareff, veut redonner aux femmes qui sortent tout juste de la guerre l'espoir d'une vie nouvelle. Le succès est immédiat : l'hebdomadaire trouve d'emblée les mots justes pour s'adresser à ses lectrices; et leur devient indispensable grâce à un ton et des rubriques bien à Elle.

1976 Sortie du film Rocky

Sortie du film Rocky avec Sylvester Stallone, qui remporta l'oscar du meilleur film, du meilleur réalisateur et du meilleur montage l'année suivante. C'est l'histoire d'un raté, d'un usurier, qui dispute de temps à autre, pour quelques dizaines de dollars, des combats de boxe sous l'appellation de "l'Etalon Italien". Il obtient une seconde chance dans la vie en se voyant proposer une tentative impossible pour décrocher le titre de poids lourd. Apollo Creed, le champion du monde de boxe catégorie poids lourd, recherche un nouvel adversaire pour remettre son titre en jeu. Son choix se porte sur Rocky, Ce film fera des "p'tits" Rocky 2, 3, 4, 5, et Rocky Balboa en 2006



1990 La dame de fer démissionne

Alors qu'elle est en charge de son troisième mandat de Premier ministre britannique, ce qui est alors historique, Margaret Thatcher est mise en difficulté par l'instauration d'une nouvelle taxe. Ne disposant plus d'une majorité pour la soutenir, elle démissionne et laisse sa place à son protégé John Major. La seule femme Premier ministre de l'histoire du Royaume-Uni aura régné pendant 11 ans.

1991 Traversée du Pacifique à la rame

Gérard d'Abouville débarque dans le port d'Illwaco aux Etats-Unis après avoir traversé le Pacifique en solitaire et à la rame en 134 jours. Il aura affronté les vents, les tempêtes, les typhons et les accidents du monocoque pour parvenir à cet exploit que les journaux ne manqueront pas de saluer en titrant "Il a ramé, il a galéré, il a triomphé".

1991 Boutros Boutros-Ghali élu secrétaire général de l'Onu

Boutros Boutros-Ghali est né le 14 novembre 1922. Défenseur du tiers-monde, il est ministre égyptien des Affaires étrangères de 1977 jusqu'en 1991. Il prend alors le poste de vice-Premier ministre égyptien chargé des affaires étrangères auprès des Nations unies. Il est élu au poste de secrétaire général de l'Onu le 21 novembre 1991 et entrera en fonction le 1er janvier 1992. On retiendra sa contribution essentielle à la doctrine de la diplomatie préventive: l'Agenda pour la Paix. Mais on lui reproche les deux échecs de la force onusienne en Yougoslavie, au Rwanda et au Sahara occidental. Il est remplacé par Kofi Annan en 1996.



LE CARNET DU MIDI

L'INTELLECTUEL ENGAGÉ

François-Marie Arouet, dit Voltaire né ce jour à Paris, est un écrivain et philosophe qui a marqué le XVIII^e siècle et qui occupe une place particulière dans la mémoire collective française. Il esquisse en effet la figure de l'intellectuel engagé au service de la vérité, de la justice et de la liberté de penser. Symbole des Lumières, chef de file du parti philosophique, son nom reste attaché à son combat contre « l'infâme », nom qu'il donne au fanatisme religieux, et pour le progrès et la tolérance. De son imposante œuvre littéraire, on lit aujourd'hui essentiellement ses écrits « philosophiques » en prose : contes et romans, Lettres philosophiques, Dictionnaire philosophique et sa correspondance. La réputation de Voltaire tient aussi à son style, marqué par l'élégance et la précision, et souvent au service d'une ironie mordante. Il a nourri au XIX^e siècle les passions antagonistes des adversaires et des défenseurs de la laïcité de l'État et de l'école publique, et au-delà de l'esprit des Lumières. La vie et l'œuvre de Voltaire dévoilent une place intéressante accordée aux femmes. Plusieurs de ses pièces sont entièrement dédiées aux vies exceptionnelles de femmes de pouvoir de civilisations orientales. Cette vision des femmes au pouvoir peut éclairer l'attachement de Voltaire à une femme savante comme Émilie du Châtelet. C'est largement grâce aux femmes que Voltaire se faufila dans la haute société de la Régence. Il est mort le 30 mai 1778.



1922 UNE GRANDE TRAGÉDIENNE



Maria Casarès, voit le jour en Espagne. C'est une actrice française de cinéma et de théâtre, d'origine galicienne (Espagne). Elle compte parmi les grandes tragédiennes françaises ; elle est apparue dans des classiques du cinéma - dont Les Enfants du paradis - notamment durant les années 40 et 50. Elle reste deux ans à la Comédie française. Elle est par la suite avec Jean Vilar au TNP, l'une des premières comédiennes à donner au Festival d'Avignon ses lettres de noblesse. Elle participe à certaines créations du théâtre contemporain. La quasi-totalité de sa filmographie est constituée de films français. Certains vont jusqu'à la qualifier de « monstre sacré », expression habituellement réservée à des acteurs ayant une plus grande notoriété que la sienne. Plus objectivement, les cinéphiles s'accordent « en général » à retenir en priorité les quatre rôles marquants tenus dans les années 1940 : Les Enfants du paradis, Les Dames du Bois de Boulogne, La Chartreuse de Parme et Orphée. Au cinéma, elle déclare pourtant préférer le théâtre. Maria Casarès est considérée comme l'une des plus grandes tragédiennes françaises de la seconde moitié du XX^e siècle. Ses prestations au Festival d'Avignon, pour le rôle de Lady Macbeth notamment, restent une référence. Galicienne de naissance et espagnole de nationalité, elle est une des comédiennes de théâtre les plus marquantes des années 50 et 60, passant du drame shakespearien à la primesauterie de Marivaux et d'Albert Camus à Tchekhov. Maria Casarès rencontre Albert Camus lors d'une représentation de Le Malentendu, en 1944, où elle joue Martha. La guerre et Francine Faure, la compagne de ce dernier, les séparent : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils rompent. Ils se retrouvent par hasard en 1948 et entretiennent une liaison secrète passionnée qui ne prend fin qu'avec le décès accidentel de l'écrivain, en 1960. Elle décèdera le 22 novembre 1996.

1948 UN CHANTEUR POPULAIRE

Daniel Guichard est un chanteur français né le 21 novembre 1948 à Paris, second enfant d'un père breton et d'une mère russo-ukraino-polonaise. Daniel Guichard se voit devenir chanteur dès sa plus tendre enfance. Adolescent, il travaille la journée au magasin des stocks de la maison de disques Barclay. Une expérience qui le rapproche du monde de la musique. En 1966, il signe son premier contrat dans cette même maison de disques. Chantant dans de nombreux cabarets, le jeune artiste connaît son premier succès en 1972 avec le titre La Tendresse. La même année, il a l'honneur de faire son premier Olympia. Dès lors, le chanteur connaît un énorme succès avec Faut pas pleurer comme ça, sur une musique de Christophe, Chanson pour Anna et l'incontournable Mon vieux (1974), dédiée à son père décédé lorsque Daniel avait 15 ans, et écrite avec Jean Ferrat. En 1981, il installe au fond de son jardin une radio libre consacrée exclusivement à la chanson française, Radio Bocal, qui émet 24 h / 24 sur 104,7 FM. Il en profite pour organiser une tournée contre le cancer durant laquelle de très nombreux chanteurs et chanteuses viennent l'accompagner bénévolement. Il est père de 7 enfants.

Cuisine

Aïch ou berkoukès



Ingrédients :

4 ailes de poulet ou un cube de bouillon de volaille
2 oignons
2 gousses d'ail
1 bol de lentilles
1 carotte, 1 navet
1 courgette
1 pomme de terre
2 tomates râpées
1 c. à soupe de concentré de tomate
1 feuille de laurier
Paprika
Poivre noir
Ras el hanout
Cannelle
Sel

Une poignée de pois-chiches trempés la veille
Coriandre hachée
250 g de petits plombs

Préparation :

Faire revenir la viande dans de l'huile avec l'oignon râpé, l'ail écrasé, la feuille de laurier, les épices, la coriandre hachée. Rajouter les légumes coupés en dés et faire revenir. Rajouter les lentilles et les tomates râpées, faire revenir, puis arroser d'eau 2 à 3 litres et rajouter les pois-chiches et le concentré de tomates. Porter à ébullition et faire cuire le tout. Une fois la viande, les pois-chiches et les lentilles cuits, rajouter d'un seul coup les pâtes. Laisser cuire à découvert en tournant de temps en temps pour pas que ça colle. La sauce va ainsi réduire car les pâtes en absorberont tout en cuisant. Servir chaud, saupoudré de coriandre fraîche hachée et arroser d'un filet d'huile d'olive.

Croquants de pommes



Ingrédients :

3 pommes
2 feuilles de brick
4 yaourts nature.

Préparation :

Faire une compote avec la moitié des pommes. Eplucher le reste et le couper en dés. Couper les feuilles de brick en quatre et déposer au centre de chaque un peu de compote et de dés de pommes. Replier le tout à l'aide de ficelles et faire dorer 10 min. au four thermostat 6. Déguster accompagné d'un yaourt nature brassé.

EPICE

Le gingembre

Le gingembre est connu depuis l'Antiquité et était utilisé par les Romains comme une plante médicinale.

Pour la médecine asiatique, le gingembre soigne tous les maux ou presque... On l'utilise beaucoup dans la cuisine.

Les racines sont fibreuses et ont un goût caractéristique très fort.

huiles de massage sur les muscles endoloris, les articulations qui craquent et les douleurs, et aussi il réchauffe les frileux. Selon la tradition, il aurait des vertus aphrodisiaques.

Indications :

Le gingembre est surtout réputé pour ses propriétés stimulantes, tonifiantes et revitalisantes. A recommander en cas de fatigue et de manque d'énergie. On conseille souvent le gingembre aux personnes qui ont des problèmes de digestion, car il a la capacité à faciliter la digestion, à empêcher et réduire la formation de gaz dans le côlon, il favorise également la sécrétion et l'excrétion de la bile.

Il est également indiqué pour les nausées des femmes enceintes ou le mal des transports.

Il soigne aussi les rhumes et combat la fièvre :

Il fait des merveilles en tant que



Contre un coup de froid :

Dans une petite casserole, portez à ébullition de l'eau, 2 rondelles de gingembre, une belle branche de thym et 2 ou 3 clous de girofle. Laissez bouillir à petite ébullition 5 min, laissez infuser encore 15 min, puis filtrer.

Si vous avez besoin de douceur, ajoutez une cuillère de miel. Le miel de ronce est excellent pour les enrhouements. Buvez bien chaud.

Comment le conserver :

Frais, il se conserve 1 semaine dans un endroit sec à température ambiante. Enveloppé dans du film étirable, il pourra se garder 2 semaines dans le bac à légumes du réfrigérateur.

ACTIVITÉ PHYSIQUE POUR ENFANT

Un enfant asthmatique peut-il faire du sport ?

La réponse à cette question est clairement positive. Parfois sous réserve de la prise préventive de médicaments, un enfant, même asthmatique, peut faire du sport. Cela est même conseillé dans la mesure où le sport améliore ses capacités respiratoires et diminue la fréquence des crises induites par l'effort.

Les crises d'asthme post-exercices :

Une crise post-exercice peut être déclenchée par la température de l'air ambiant et le degré d'humidité : plus l'air est froid et sec, plus les crises surviennent facilement. D'autres facteurs comme la pollution atmosphérique, la concentration des substances allergisantes et les infections virales dans l'air peuvent aussi faciliter l'apparition des crises.

Quel sport choisir ?

Déconseillé mais pas interdit : l'équitation car il existe un risque de sensibilisation au cheval ou à d'autres allergènes contenus dans la paille.



En dehors de cette exception, rien n'empêchera votre enfant de devenir un vrai champion et de pratiquer le sport qu'il aime. Il devra simplement effectuer un bon échauffement musculaire.

En conclusion...

Pour une pratique sportive sereine, votre enfant doit absolument :

- s'échauffer avant l'exercice ;
- inhaler un médicament protecteur 10 à 15 minutes avant l'effort ;

- tenir compte des conditions climatiques ;
- savoir adapter ses performances en fonction de son état respiratoire ;
- toujours avoir dans sa poche un broncho-dilatateur à inhaler en cas de gêne respiratoire ;

- suspendre ponctuellement son activité si les conditions climatiques sont mauvaises ou si son état de santé s'altère.

Dans tous les cas, prenez conseil auprès de votre médecin traitant qui saura vous conseiller.

Trucs et astuces

Raviver une chemise blanche en soie :



Faites-la tremper dans de l'eau additionnée d'eau oxygénée à 12 volumes (4 doses d'eau pour une d'eau oxygénée). Ajoutez quelques gouttes d'ammoniaque. Rincez ensuite votre chemise et laissez-la sécher à l'abri de la lumière.

Défroisser un vêtement :



Votre pantalon est tout froissé ? Pas de problème : placez-le sur un cintre, remplissez d'eau une bouteille munie d'un vaporisateur, puis vaporisez les endroits chiffonnés. Laissez sécher à l'air ambiant.

Nettoyer les cols de chemise :



Frottez les cols de vos chemises avec un peu de craie, juste avant de les passer en machine. La craie blanche possède, en effet, des pouvoirs dégraissants ! S'ils sont très sales, vous pouvez aussi frotter vos cols avec du shampoing, juste avant le lavage.

Adoucir un pull :



Pour que votre pull soit tout doux, bichonnez-le en ajoutant quelques gouttes de glycérine à l'eau de lavage ! Effet garanti !

Climat : aérosols et pollution avancent masqués

La quantité d'aérosols aurait une influence sur la formation de certains nuages. L'intensité et la fréquence des précipitations en dépendraient également, comme nous l'explique Yves Fouquart, spécialiste du climat.

Une récente étude parue dans *Nature Geoscience* montre l'impact des aérosols – particules naturelles ou issues de la pollution en suspension dans l'air – sur la formation de certains nuages. Mais aussi, par effet de cascade, sur les précipitations. On connaissait déjà l'effet indirect des aérosols sur les nuages non précipitants comme les stratocumulus. Les aérosols sont des noyaux sur lesquels la vapeur d'eau peut se condenser. Plus la quantité d'aérosols – d'origine naturelle ou humaine – est importante, plus les gouttes sont nombreuses et donc petites. Or, quand les gouttes ne sont pas assez grosses, elles ne précipitent pas en pluie, ce qui prolonge la durée de vie des nuages. En outre, les petites gouttes représentent une surface réfléchissante plus grande, engendrant un accroissement de l'albédo.

Accroissement de la hauteur du nuage

Mais en analysant les données du programme ARM (pour atmospheric radiation measurement) du Département de l'énergie américain, une équipe de chercheurs de l'université du Maryland vient de mettre en évidence l'impact des aérosols sur les nuages convectifs à base chaude, ceux qui sont à l'origine de la pluie et qui contiennent de l'eau sous ses

trois formes (vapeur, liquide, glace). Le mécanisme reste similaire : en forte présence d'aérosols, le nombre de gouttes croît et leur taille diminue. «Puisque celles-ci sont plus petites, elles peuvent être entraînées plus haut et le développement vertical du nuage est plus important», explique ainsi Yves Fouquart, spécialiste du climat et ancien rapporteur du programme ARM. Cet étirement est le premier impact des aérosols sur ces nuages.

Modification des précipitations

Mais la quantité d'aérosols influence également l'intensité des précipitations : «En altitude, les gouttes gèlent et grossissent plus rapidement parce que la tension de vapeur saturante au-dessus de la glace est inférieure à celle au-dessus de l'eau liquide (effet Bergeron). Cela initie des précipitations plus intenses». Aussi, l'analyse des auteurs montre que l'action des aérosols provoque une augmentation des précipitations pour les nuages fortement chargés en eau, mais une diminution pour ceux qui en contiennent une faible quantité.

Formation de nuages précipitants dans un environnement peu pollué (en haut) et dans un environnement pollué et riche en aérosols (en bas). Dans ce dernier cas, la hauteur du

nuage est plus importante et les précipitations plus intenses.

Un impact véritable sur le climat

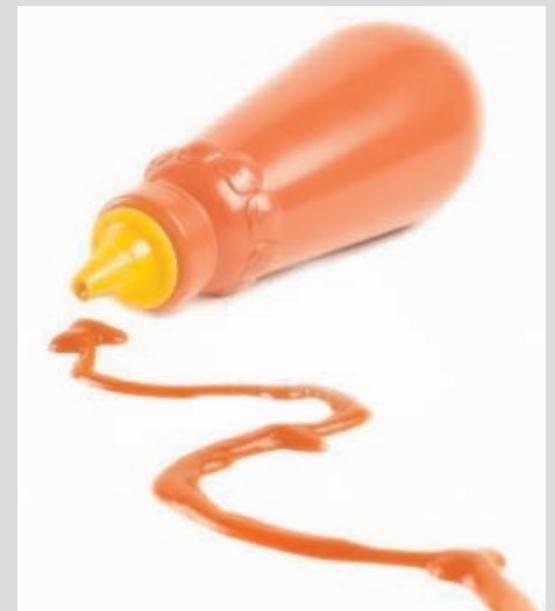
«Les conséquences climatiques sont loin d'être évidentes parce que les nuages convectifs ont une durée de vie assez courte et leur influence sur le rayonnement est donc faible», note Yves Fouquart qui remarque, par ailleurs, que les aérosols ont deux effets opposés : «la diminution de la taille des gouttes dans la phase de déclenchement tend à augmenter l'albédo (tendance au refroidissement) alors que la diminution de la température du sommet du nuage tend à augmenter l'effet de serre (tendance au réchauffement)».

Le phénomène est donc complexe et il est, en outre, bien difficile de généraliser, d'autant plus qu'il dépend également de la nature des aérosols. «Les carbonés auront tendance à absorber le rayonnement solaire directement et à évaporer les gouttelettes», précise le climatologue.

Pourtant, avec une industrie qui continue de se développer, les émissions d'aérosols dans l'atmosphère progressent. La compréhension de leur impact sur le climat devient donc réellement primordiale.

In FuturaSciences

Un nouveau revêtement ultra glissant pour faciliter l'écoulement du ketchup



Des scientifiques de l'université d'Harvard sont parvenus à créer un matériau ultra glissant basé sur la composition de la surface interne d'une plante carnivore. Une avancée remarquable pour l'industrie du ketchup qui pourrait enfin proposer des bouteilles où la sauce coule sans difficulté.

L'ère des éternelles batailles entre consommateurs et bouteilles de ketchup pourrait bien être révolue ! Des chercheurs de l'université d'Harvard ont découvert un matériau ultra glissant, repoussant les substances les plus tenaces sans laisser aucun résidu. Une solution de taille qui permettrait de mettre un terme à la traditionnelle problématique de la sauce tomate qui refuse de couler le long des parois du contenant.

Pour en arriver à la réalisation finale de cet élément miracle, les scientifiques ont d'abord étudié une plante carnivore du genre des Nepenthes, dont le secret de prédation réside dans la présence d'urnes membraneuses au sein de sa morphologie. Ces sinistres coupes possèdent des parois extrêmement glissantes permettant de faire dégringoler quelques insectes hasardeux vers le réservoir contenant les sucs digestifs.

De manière générale, les spécimens du groupe des Nepenthes sécrètent sur leurs feuilles une substance spongieuse imbibée d'eau, empêchant l'adhésion des insectes. En copiant les propriétés chimiques de cette substance, les chercheurs sont ainsi parvenus à créer un "film lubrifiant" qui, une fois appliqué sur une surface, lui confère un aspect lisse et extrêmement dérapant.

Aucune substance ne lui résiste

Pour l'heure, de nombreux produits ont été soumis à la puissance du nouveau matériau afin de mesurer son efficacité. Qu'il s'agisse de sang, d'eau, de pétrole ou de confitures, tous coulent de la même façon sans laisser de traces. Les fourmis quant à elles sont incapables de marcher sur une telle surface.

Le nouvel élément prétend d'ores et déjà à un avenir brillant. De nombreuses idées d'applications bourgeonnent déjà dans l'imagination de l'équipe de scientifiques qui prévoient de l'utiliser dans de nombreux secteurs industriels. Grâce à ces propriétés, le nouveau matériau pourrait en effet permettre de faciliter le transport du pétrole à travers des tuyaux ou encore de donner lieu à des revêtements auto nettoyants pour les pare-brise de voitures.

Quand aux bouteilles de Ketchup, Joanna Aizenberg directeur des recherches souligne au Daily mail : «le seul problème c'est qu'en utilisant ce matériau sur les bouteilles, la sauce pourrait sortir un peu trop facilement sur la nourriture».

In MaxiSciences

L'encyclopédie

DES INVENTIONS

GUITARE ÉLECTRIQUE

Inventeur : Adolf Rickenbaker
Date : Vers 1930 **Lieu :** Californie

La guitare électrique a été inventée dans les années 30. Elle est l'œuvre de luthiers, de fabricants d'instruments et de passionnés d'électronique. Elle se développe à l'origine au sein des Big Band, où la guitare ne peut plus rivaliser en termes de puissance sonore avec les autres instruments. Les premiers modèles sont commercialisés par la marque Rickenbacker. La guitare électrique permettra le développement de nouvelles sonorités, notamment grâce aux pédales d'effets.



Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	05h55
Dohr	12h33
Asr	15h16
Maghreb	17h35
Icha	19h00

MIDI

Quotidien national d'information *Libre*

N° 1426 | Lundi 21 novembre 2011

Le **MIDI LIBRE** met à la disposition de ses lecteurs deux numéros pour signaler une éventuelle absence du journal dans leurs quartiers.
0777.10.49.42
0550.18.37.57

ARRESTATION DE SEÏF AL-ISLAM KADHAFI

Un procès en Libye ou devant la CPI ?



Seif al-Islam, dernier fils encore en fuite de l'ex-dirigeant Mouammar Kadhafi, a été arrêté en Libye, où les autorités ont promis «un procès équitable» à cette ancienne figure du régime recherchée par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Peu après l'annonce de sa capture, les appels à son jugement devant la CPI se sont multipliés sur le plan international, mais les autorités libyennes, tout en s'engageant à coopérer avec la Cour pénale internationale, ont laissé entendre que Seif al-Islam pourrait être jugé dans leur pays.

Seif al-Islam a été arrêté à 1h30 dans la nuit de vendredi à samedi dans la région de Wadi al-Ajal (sud-ouest de la Libye) ; le fugitif a été pris et arrêté dans une embuscade. Il aurait demandé qu'on lui tire une balle dans la tête et qu'on l'amène mort à Zenten, rapporte l'agence Reuters. Depuis le 27 juin, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI pour des soupçons de crimes contre l'humanité. Il est accusé d'avoir joué un «rôle crucial dans la mise en œuvre d'un plan» conçu par son père pour «réprimer par tous les moyens» le soulèvement populaire.

BOUMERDÈS

Un faux-monnayeur arrêté

C'est suite à des informations selon lesquelles, un Algérois travaillant dans une entreprise privée à Boumerdès serait en possession de plusieurs faux billets, qu'ont agi les services de sûreté de wilaya de Boumerdès. Ainsi, le mis en cause, âgé de 30 ans, a été récemment interpellé par les éléments de la police judiciaire de la wilaya pour son implication dans des affaires de fausse monnaie.

En vertu d'un mandat de perquisition délivré par le parquet, les forces de police

ont procédé à la perquisition dudit établissement où le mis en cause a été fouillé. Plusieurs faux-billets de banque en coupures de 1.000 DA et d'autres de 200 DA ont été découverts sur place.

Cette opération a, également, permis la récupération de matériel informatique. Notons, enfin, que le mis en cause a été, à ce titre, conduit au siège de la police judiciaire de Boumerdès pour complément d'enquête. Il sera présenté devant le parquet pour, notamment, trafic de fausse monnaie. **A. B.**

MILA

2.616 bouteilles de vin et liqueurs saisies

Pas moins de 2.616 bouteilles de vin et liqueurs ont été récemment saisies par les éléments de la Sûreté nationale de la wilaya de Mila. C'est suite à une patrouille effectuée au niveau de la daïra de Tadjenant que cette importante quantité de boissons alcoolisées a été récupérée. Au cours de cette opération, l'attention des forces de police fut attirée par une Peugeot 307.

La fouille de ce véhicule, à bord duquel étaient deux individus, soit C. H. et M. A., âgés respectivement de 30 et 24 ans, a permis de découvrir un important lot de vin et liqueur. Il s'agit de 168 bouteilles de

différentes marques. Les mis en cause, résidants dans la ville de Tadjenant, ont été conduits à ce titre au service de police de la wilaya pour complément d'enquête. Ils ont, au cours de leur interrogatoire, déclaré avoir l'habitude de vendre des boissons alcoolisées sans aucune autorisation. Notons que le gros lot a été récupéré dans le domicile d'un des deux mis en cause.

En vertu d'un mandat de perquisition, les éléments de la sûreté de Mila ont saisi pas moins de 2.448 bouteilles de vin et liqueurs. Notons, enfin, que les mis en cause ont été mis en détention provisoire. **A. B.**

Très Libre



YÉMEN

Saleh veut confier le pays à l'armée

Le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, confierait le pays à l'armée s'il venait à quitter le pouvoir comme le lui demande l'opposition, a-t-il dit samedi.

"Nous, à la présidence de la République, sommes disposés à faire des sacrifices pour la patrie. Mais vous serez toujours là, même si nous quittons le pouvoir. Vous incarnez le pouvoir et vous êtes la soupape de sécurité" pour le pays, a dit M. Saleh à l'adresse des forces de la Garde républicaine.

M. Saleh, cité par l'agence officielle Saba, s'est exprimé en inspectant une brigade de la Garde républicaine, corps d'élite de l'armée dirigé par son fils,

Ahmed, au cours de l'une de ses rares activités publiques depuis qu'il a été blessé dans une attaque le 3 juin contre son palais à Sanaâ.

M. Saleh, contesté depuis janvier par la rue, était rentré fin septembre de Ryadh où il avait été soigné des graves blessures subies dans l'attaque contre son palais. Onze de ses gardes du corps ont été tués et 124 personnes blessées, dont un grand nombre de dignitaires, parmi lesquels le Premier ministre, Ali Mohammed Moujavar, ainsi que le président du Parlement, Abdelaziz Abdelghani, décédé ensuite.

ORAN

4 agresseurs neutralisés à Bousfer

Une bande d'agresseurs a été récemment mise hors d'état de nuire par les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran. Le démantèlement de cette association de malfaiteurs, au nombre de 4, par les gendarmes de la brigade territoriale de Bousfer a, également, permis la récupération d'une quantité de kif traité, destinée à la consommation, ainsi que deux couteaux, un poignard et un sabre.

Effectuant une patrouille dans la sortie est de la commune, l'attention des gendarmes fut attirée par une Renault 4 qui se dirigeait vers une plage de Bousfer. Apercevant la patrouille, le conducteur

dudit véhicule a sitôt pris la fuite, mais sa tentative a été illico presto déjouée. Notons qu'après leur identification, il a été découvert que les mis en cause étaient des repris de justice. Il s'agit de B. S., C. H., L. C. et C. S., âgés respectivement de 26, 24, 23 et 26 ans. La R4 a été, à ce titre, passée au peigne fin où des armes blanches prohibées ainsi que la drogue ont été découvertes.

Au cours de leurs interrogatoires, les mis en cause ont déclaré avoir agressé plusieurs personnes au niveau des plages de Bousfer, notamment la nuit. Présentés devant le parquet d'Aïn Turck, les mis en cause ont été écroués.

BÉJAÏA

Un narcotraffiquant entre les mains de la police

Une quantité de près de 4 kg de kif traité a été récemment récupérée par les services de la sûreté de Béjaïa. C'est suite à des informations faisant état d'un trafic de drogue de cette wilaya que cette affaire a été élucidée par les éléments de la police judiciaire.

En vertu d'un mandat de perquisition délivré par la justice, le domicile d'un suspect a fait l'objet d'une vaste opération

de fouille. Ainsi, il a été découvert une quantité de 3,383 kg de kif traité.

Le mis en cause, répondant aux initiales B. F. et âgé de 34 ans, a été à ce titre mené au siège de la sûreté de wilaya pour complément d'enquête. Notons, enfin, que le narcotraffiquant a été, ensuite, présenté devant le parquet qui a ordonné sa mise en détention provisoire. **A. B.**